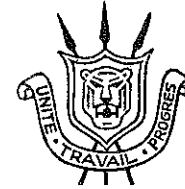


REPUBLIQUE DU BURUNDI



Ministère de l'Information

LIVRE BLANC

SUR

LES EVENEMENTS SURVENUS
AUX MOIS D'AVRIL ET MAI 1972

Edité par le Ministère de l'Information B. P. 1080

BUJUMBURA

III
6450

SECRET
DIRECTION
DES
SERVICES
DE
SECURITE

LIVRE BLANC

SUR

LES EVENEMENTS SURVENUS

AUX MOIS D'AVRIL ET MAI 1972

SOMMAIRE

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| I. L'Unité Multiséculaire des BARUNDI | p. 1 |
| II. La Bataille de l'Indépendance et la Victoire de l'Unité Nationale | p. 9 |
| III. Les Tentatives de Reconquête Néocoloniale | p. 19 |
| <i>So Akwanse Akuraga Ivyamwankiye</i> | p. 19 |
| — <i>Le premier coup d'Etat tribaliste</i> | p. 20 |
| — <i>La contre-attaque des forces patriotiques</i> | p. 30 |
| — <i>La 3ème tentative ou le déchainement des Syndicalo-chrétiens belges</i> | p. 34 |
| Notes et Références | p. 38 |
| Annexe I : | p. 41 |
| — <i>Interview du Président de la République à un journaliste de l'Agence Zaire-Presse</i> | p. 41 |
| — <i>Interview du Président de la République à l'envoyé spécial de « Jeune Afrique »</i> | p. 47 |
| — <i>Interview du Président de la République accordée aux journalistes de l'Agence France Presse et de l'O.R.T.F.</i> | p. 52 |
| — <i>Interview que le Président Micombero a accordée à un journaliste de la Libre Belgique</i> | p. 57 |
| Annexe II : <i>Lettre de l'Episcopat Burundais sur les événements du Burundi</i> | p. 60 |
| Annexe III : <i>La Presse Internationale Commente les événements du BURUNDI</i> | p. 61 |
| Annexe IV : <i>Témoignages sur les Récents événements au BURUNDI</i> | p. 65 |

LIVRE BLANC SUR LES EVENEMENTS DU BURUNDI.

I. L'UNITE MULTISECULAIRE DES BARUNDI.

A) Il est paradoxal que les problèmes ethniques se posent au BURUNDI, précisément l'un des rares pays africains qui avant la colonisation était parvenu au stade de l'Etat - Nation et connaissait l'unité nationale profonde. Il était en passe de devenir le modèle d'intégration ethnique.

Cette unité et cette symbiose multiséculaires avaient frappé tous ceux qui ont eu à analyser la société traditionnelle BURUNDAISE : administrateurs coloniaux, ethnologues, journalistes et missionnaires. Pierre RYCKMANS, l'un des premiers Gouverneurs coloniaux du RWANDA et du BURUNDI a témoigné ainsi de cette unité : « L'Administration Belge, s'est trouvée en face de deux peuples et pas seulement de quelques millions de nègres sans lien entre eux, deux peuples ayant leur originalité propre, conscients de leur unité nationale, se distinguant très nettement des groupes voisins. BANYARWANDA et BARUNDI sont l'appellation commune, s'appliquant à des individus de races différentes, les BATUTSI et les BAHUTU qui coexistent en bonne harmonie dans chacun des deux royaumes » (1) Dominer pour servir page 159.

Et le journal Le Monde diplomatique n° 219 de juin 1972 affirme plus nettement encore : « Peut-on parler de montée du tribalisme ? Le terme est (2) impropre dans la mesure où il n'y a pas de tribus au BURUNDI. Les ethnies ne se distinguaient ni par la langue, ni par la culture, ni par une répartition territoriale, ni même le plus souvent par l'apparence physique, mais plutôt par une répartition des rôles sociaux coïncidant avec des origines lointaines différentes... Les BAHUTU et les BATUTSI étaient étroitement mêlés géographiquement et socialement depuis plusieurs siècles. Et le journal conclut : « Ces faits méritent d'être rappelés vu les descriptions abusives qui ont été souvent données des « races » ou des castes dans cette partie de l'Afrique. »

Toute notre culture est imprégnée du désir de dépasser les solidarités primitives de sang ou d'ethnie pour aboutir à des relations plus stables, plus rationnelles et plus fécondes, fondées sur les valeurs morales et sociales (3) Le processus d'intégration était poussé si loin qu'on ne peut affirmer si tel élément de notre culture nationale : langue, musique, art oratoire, décorations, chants, symboles du pouvoir, appartenait primitivement à telle ou telle ethnie. Les notions mêmes de HUTU et de TUTSI avaient fini par perdre leur connotation ethnique tant les mariages mixtes étaient nombreux.

Même les historiens et ethnologues les plus défenseurs du régime colonial n'avaient jamais entendu ni fait état de conflit ou d'opposition entre les HUTU et les TUTSI avant la colonisation.

B) Intermède de la collaboration du Pouvoir Colonial et du Pouvoir traditionnel.

En présence d'un peuple aussi conscient de son unité et qui était dirigé par un pouvoir traditionnel accepté par la masse et bien organisé, le Pouvoir Colonial préféra maintenir la structure politique et administrative coutumière. Cette politique d'alliance avec le pouvoir traditionnel est affirmée avec clarté et cynisme par le grand théoricien de la colonisation belge Pierre RYCKMANS : « La légitimité est un facteur moral d'une importance incalculable. Elle est plus puissante que la violence. Les seuls rouages qui puissent fonctionner sans grimaces entre nous et la masse des indigènes, ce sont les chefs légitimes. Ils sont le décor familier qui nous permet d'agir dans la coulisse sans alarmer le peuple. » (4)

Cette politique d'alliance entre la colonisation et l'autorité traditionnelle ne dura que quelques années (1920-1947).

En effet elle ne pouvait durer que dans la mesure où le pouvoir traditionnel se montrât un instrument docile pour la réalisation des objectifs coloniaux. A partir du moment où le Roi et les Chefs traditionnels manifestent la moindre velléité d'autonomie ou peu « dévoués », ils sont destitués sans façon ou doivent affronter des rivaux suscités par la colonisation.

Pour s'assurer l'obéissance et la soumission du pouvoir traditionnel, l'Administration Coloniale avait entre ses mains deux cartes qui seront jouées progressivement mais surtout avec force au moment de la lutte pour l'indépendance.

Chaque fois que les Chefs et la monarchie pratiquaient une politique nationale et ne se soumettaient pas aux diktats de la colonisation, celle-ci jouait tantôt la carte de la division entre les familles régnantes, tantôt et surtout au moment de l'indépendance la carte de la division du peuple.

La politique de la division entre les ethnies va se préparer lentement et les batteries n'entreront pleinement en jeu qu'au moment de la lutte pour l'indépendance.

De 1947 à 1958, nous assistons à une politique systématique de la division du pouvoir traditionnel tandis que le virus de la division du peuple est cultivé de manière insidieuse surtout dans la littérature pseudo scientifique et ainsi que dans les fonctionnaires formés par la colonisation.

C) LES BARRIERES CONTRE LE PERIL DE L'INDEPENDANCE.

1° La division des BEZI et des BATARE

Au lendemain de la deuxième grande guerre mondiale, le vent de la libération secoue le tiers monde et en premier lieu les colonies britanniques et françaises.

Dans les colonies et pays sous tutelle belge, c'est la splendeur coloniale. Mais certains administrateurs coloniaux sont clairvoyants et préparent une politique de barrage contre le vent de l'indépendance.

La première étape consiste à diviser la famille régnante (composée de BEZI et de BATARE).

Le Résident Robert SCHMIDT (1944-1954) mène une action de sape systématique contre le clan de BEZI accusé d'être le symbole et le catalyseur du nationalisme Burundais tandis qu'il favorise la famille des BATARE. Des rapports défavorables et de dénigrement

ment sont envoyés en métropole contre le MWAMI (Roi) et contre les chefs BEZI (NYAWAKIRA etc) (5).

Le même Résident l'affirme sans détour : « Nous avons tout fait, avec quelque succès pour prévenir la naissance d'un parti anti-belge » Bien mieux ils ont consenti des efforts pour susciter une « vigoureuse opposition contre les BEZI considérés comme contraires au principe de la démocratisation progressive » (6).

Ces paroles vont se révéler prophétiques et seront appliquées à la lettre en 1959-1962. Le Parti nationaliste UPRONA sera combattu parce que « anti-belge » tandis qu'une vigoureuse opposition est créée par le biais du FRONT COMMUN, qualifié de démocratique.

Ici nous devons mettre en évidence une tactique de propagande qui sera utilisée à une grande échelle par l'Administration Coloniale. Toutes les fois qu'un groupe ou un parti adoptera une ligne politique nationaliste, progressiste et contraire aux intérêts de la domination étrangère, il sera taxé d'extrémiste de communiste et de féodal sans qu'on s'embarrasse de la contradiction dans les termes. Par contre seuls les collaborateurs avec la colonisation mériteront les épithètes de modérés et de démocrates.

Nous allons retrouver cette première ligne de barrage contre l'indépendance. Elle va être renforcée et utilisée à fond au moment de la grande bataille de libération en 1959-1962.

2° LA FABRICATION DU « TRIBALISME »

Mais une autre arme plus meurtrière va être lentement forgée pour s'opposer à la libération du Burundi.

Le tribalisme est lentement mis en place dans la perspective de la lutte contre l'indépendance.

D'abord sur le plan culturel et idéologique, tous les arguments et faux raisonnements qu'utiliseront les colonialistes et leurs suppôts sont progressivement échaffaudés.

a) La mise en évidence de tous les facteurs de division par les hommes de science et les administrateurs coloniaux.

Les rapports annuels de l'Administration Coloniale sont très révélateurs à cet égard:

Entre 1916 et 1947, les rapports et écrits coloniaux mettent en évidence les aspects positifs de la nation Burundaise et l'unité profonde de toutes les ethnies du BURUNDI, ils ne tarissent pas d'éloges sur les qualités morales et politiques de la classe dirigeante. Tout cela va changer après la deuxième guerre mondiale en raison de la hantise de la libération prochaine de l'Afrique. D'abord « les hommes de science » coloniaux (7) s'évertuent à montrer le passé précolonial sous son jour le plus sombre. Tout ce qui est de nature à susciter les animosités ethniques est abondamment étalé. Certaines ethnies sont considérées comme des envahisseurs et exploiters, les unes sont intelligentes, les autres ne le sont pas. « Le passé précolonial est caractérisé selon eux par un état de guerre permanent entre les groupes ».

La mission civilisatrice de la colonisation en sort évidemment grandie. L'intelligence du professeur HIERNAUX (8) s'épuise à mesurer la dimension du nez et du front des différentes ethnies. Cette littérature aliénante est donnée en pâture aux jeunes BURUNDAIS qui au moment voulu se rentreront dedans parce qu'ils répondent à l'image que le colonisateur a dépeint d'eux, un peu comme ces enfants qui se mettent à frapper leur image qui n'est laid que parce que transmis par un miroir déformant.

On ne mesurera jamais assez les ravages que cette falsification de l'histoire pré-coloniale et ces stéréotypes ethniques ont opérés dans l'esprit de nos jeunes.

Tant et si vrai que les plus grands défenseurs de l'unité nationale sont les soi-disant analphabètes qui ne voient pas leur pays et leur propre identité à travers le prisme déformant de la littérature coloniale.

Dans le même temps l'Administration s'emploie aussi à semer la division.

Les livrets d'identité mentionnent obligatoirement l'appartenance ethnique et même clanique. Beaucoup se rappellent encore avec sourire l'exigence faite aux élèves de marquer l'origine ethnique.

que sur les papiers d'examen. Nous disons avec sourire car bien des enfants ignoraient complètement leur ethnie et marquaient n'importe quoi.

B) CONCEPTION COLONIALISTE ET TRIBALISTE DE LA DEMOCRATIE.

Mais les stéréotypes physiques et intellectuels appliqués aux ethnies et la falsification de l'histoire nationale précoloniale ne sont pas les seuls éléments en cause dans la division de la nation Burundaise, la conception colonialiste et tribaliste de la démocratie a aussi sa large part.

Cette conception est rétrograde et indéfendable sur un double plan. Sur le plan interne elle postule que seuls les membres du groupe ethnique majoritaire ont droit non pas seulement à la gestion des affaires publiques mais aussi à la vie.

Le sort réservé aux autres ethnies n'est donc pas la mort politique mais la mort tout court.

A la conception multiethnique des Etats africains, cette théorie oppose l'homogénéité de l'ethnie majoritaire.

Selon cette doctrine, la base de toute solidarité nationale et politique ce n'est point une idéologie quelconque ni même la religion mais l'ethnie (ou la tribu) majoritaire.

On est ami ou ennemi, bon ou mauvais selon qu'on est au dedans ou au dehors de la tribu.

L'Etat de la majorité ethniquement homogène est un retour au primitivisme où les solidarités ethniques sont privilégiées au détriment des relations politiques, religieuses ou économiques. Il fossilise l'homme dans son ethnie et ne lui permet pas d'accéder à d'autres formes et d'autres niveaux de sociabilité. En bref le programme politique se réduit à deux points. L'élimination des autres ethnies et la collaboration avec les néo-colonialistes. Ce second point est fondamental car la doctrine de l'Etat de la majorité ethniquement homogène porte une tare originelle. Elle a été inventée par les colonialistes pour s'opposer à l'indépendance et se maintient grâce à l'appui néocolonialiste pour retarder la libé-

ration totale de l'Afrique. Elle est anti nationale et anti-africaine, elle est mystificatrice et réactionnaire.

En réalité les colonialistes et leurs agents ne se soucient guère de la démocratie ; ce bel idéal n'est qu'un paravent derrière lequel ils veulent recruter des hommes de main pour leur politique antinationale et anti-africaine. Trois exemples vont illustrer de manière éclatante cette hypocrisie colonialiste. En 1956, sentant gronder les vagues de l'indépendance, l'Administration coloniale organisa des élections pour le recrutement d'hommes dévoués à la cause coloniale sous le couvert d'une tentative de soit disant démocratisation. Mais le peuple à une forte majorité déjoua la manœuvre et choisit des patriotes anti-colonialistes.

Aussitôt « les hommes de science » coloniaux décrétèrent que ce sont des élections anti-démocratiques (9).

Plus édifiant est l'exemple de la victoire massive du peuple burundais le 18 septembre 1961.

Malgré les persécutions dont il souffrit, l'UPRONA, parti nationaliste et progressiste remporta la victoire sur tous les groupuscules soutenus par l'administration coloniale amalgamés au sein du FRONT COMMUN. Il obtint 80% des votes et 58 sièges sur 64 à l'Assemblée Nationale. A nouveau, la presse colonialiste se déchafna et qualifia « d'anti-démocratique », ce succès éclatant du peuple burundais (10).

Enfin la République proclamée le 28 Novembre 1966 sans effusion de sang et, sous la poussée et l'initiative de toutes les forces vives de la nation (jeunesse, étudiants, soldats, syndicalistes et paysans) fut saluée par les sarcasmes des néo-colonialistes et leurs agents (11).

Le grave tort de cette révolution est de ne pas avoir été provoquée et financée par les impérialistes et d'avoir réuni l'accord unanime de tous les patriotes Burundais sans distinction d'ethnie. Voilà la soit-disant démocratie des impérialistes et des tribalistes. Tant qu'il ne se dégage qu'une majorité patriotique, progressiste, dévouée aux intérêts de toute la masse, alors il n'y a point de démocratie.

Telles sont les barrières idéologiques dressées par les colonialistes pour maintenir le BURUNDI sous le joug colonial. Mais le colonialisme ne va pas rester à ce niveau de spéculation idéologique. Plus les forces de libération deviennent conscientes et organisées, plus l'administration coloniale manifeste de la détermination pour défendre ses positions. Des théories on passe à l'action. Les divisions de la classe dirigeante sont exacerbées. Les apôtres du tribalisme et de la trahison sont envoyés en stage en Europe, soudoyés et corrompus.

Des fonds sont débloqués pour soutenir les « démocrates, modérés et collaborateurs ». Le dispositif policier et administratif est mis en place pour défendre l'ordre public colonial en pourchassant et en emprisonnant les leaders patriotes.

Mais aussi les tueurs à gage sont contactés au cas où les forces de libération auraient gain de cause.

*

* *

*

II LA BATAILLE DE L'INDEPENDANCE ET LA VICTOIRE DE L'UNITE NATIONALE.

Pour comprendre l'acharnement furieux des colonialistes sur le mouvement de l'indépendance au Burundi, il est indispensable de placer la vie politique de 1959-1962 dans le contexte africain et international de l'époque. L'Afrique est alors en pleine ébullition. La France et la Grande Bretagne décolonisent sans trop de déchirement hormis le cas de l'Algérie. En 1960 la majorité des Etats africains deviennent indépendants. Bon gré malgré, la Belgique est contrainte d'accorder l'indépendance au (Zaire) le 30 juin 1960. Mais elle n'est point fière de sa décolonisation.

L'indépendance du Zaire est ressentie comme une véritable catastrophe nationale.

Deux ans auparavant les plus généreux et les plus clairvoyants des Belges ne prévoyaient l'autonomie pour la « Colonie modèle » que pour 1980 (12) Plus grave encore les troubles qui s'y produisent et le départ massif des Belges provoquent une véritable panique à Bruxelles (13).

Des plans de reconquête sont échaffaudés. C'est la sécession katangaise et c'est le génocide des TUTSI au Rwanda dont le crime est d'avoir exigé l'indépendance et sur lesquels se déverse toute la rancœur et la frustration colonialistes éprouvées à l'occasion de « l'affaire du Congo » (14)

Des plans sont élaborés pour l'union du KATANGA, du RWANDA et du BURUNDI.

S'agissant du BURUNDI, le prestige du colonisateur exige sinon le refus de l'indépendance, au moins le placement de dirigeants sûrs, prêts à la collaboration avec la métropole (11 bis)

L'enjeu vaut donc la peine. La perspective d'un ensemble comprenant le KATANGA (pour l'industrie minière) le RWANDA et le BURUNDI (pour l'élevage et l'agriculture) pousse les colonialistes à mettre en place toute une gamme de moyens diaboliques pour s'opposer à la libération du BURUNDI.

Ces moyens sont (a) l'entraînement en Belgique de cadres opposés à l'indépendance et décidés à trahir la cause nationale,

b) la création de groupuscules (syndicats, coopératives, parties) adoptant comme programme d'action la collaboration avec le colonialisme et la lutte tribale, (c) la distribution des fonds pour corrompre les patriotes hésitants (d) l'adoption de mesures policières et répressives contre le Parti de l'indépendance l'UPRONA et enfin en désespoir de cause l'assassinat du Premier Ministre, le Prince Louis RWAGASORE.

1) Le rôle sinistre joué par les syndicats chrétiens de Belgique (CISC) (11 ter).

Nous ne stigmatiserons jamais assez le rôle néfaste joué par les syndicats chrétiens de Belgique dans la division de notre nation et de notre peuple. Leurs fonds et leurs dirigeants tâchés de sang sont bien visibles au moment de la bataille pour l'indépendance en 1959 1962 ainsi que dans les événements de 1965, 1969 et 1972.

D'abord des stages d'entraînement sont organisés à Bruxelles. En 1960, iront s'initier à la trahison nationale, les chefs du parti tribaliste P.P., du Syndicat chrétien burundais et des mouvements de jeunesse tribaliste notamment Joachim BARIBWEGURE (Président du P.P.) Pascal MBUZIYONJA, Vice président du P.P., Lucien NAHIMANA, NDUWABIKE Jean, président, BIRIHANYUMA Jean, Séverin NDINZURWAHA secrétaire du syndicat chrétien etc. Mieux que des stages d'entraînement la Centrale dépêcha des équipes de formateurs sur place, des agents spécialisés dans la subversion et le sabotage. L'un des plus nocifs est Mr FAFCHAMPS qui est arrivé au Burundi en novembre 1960 pour l'organisation du P.P. Sa part fut déterminante dans les incidents de KAMENGE en 1962. Expulsé du BURUNDI, il participe à la création en Belgique du mouvement d'étudiant tribaliste. dénommé ASSEBA (Association des Etudiants BAHUTU) Nous reviendrons sur ce mouvement d'étudiant qui est devenu la pépinière de tous les chefs des tentatives de génocide. Le chef lui même du CISC, Monsieur Jean BRUCK (Confédération Internationale des syndicats chrétiens) effectua plusieurs tournées au Burundi et remit des fonds importants à la filiale Burundaise du

CISC : le syndicat chrétien du Burundi. Pendant les tristes événements de 1965, il expédia au syndicaliste Maurice KIROTAME la somme de 1.000.000 de francs Burundi par l'intermédiaire d'un agent de subversion, Monsieur Gérard Joseph DEDRIER déguisé en commerçant et résident à BUJUMBURA depuis 1958. C'est par lui en effet que l'argent de la division tribale était expédié de la Centrale du CISC, jusqu'à son expulsion en octobre 1967. Par les fonctions importantes qu'il assumait au sein du B.I.T., Monsieur Jean BRUCK se livra à une campagne de dénigrement contre le BURUNDI dans la presse belge et auprès des organismes internationaux (16) Après l'invasion de notre pays en mai 1972, il tenta de nous opposer avec des pays voisins mais il subit un échec honteux.

Une armée de saboteurs et d'agents de tous genre exercèrent également une influence dans la corruption de notre jeunesse, le dénigrement de notre pays et la division de notre peuple. Citons notamment Mademoiselle ARNOULD du MOC le journaliste Claude BIENEMANS du journal la Cité spécialisé dans les écrits hystériques contre notre pays. Par ailleurs, une fraction importante de l'administration coloniale soutint les partis à base tribale et les financèrent.

Les Résidents DE FAYS et REGNIER ne donnèrent pas moins de 5 millions de Francs Belges au parti P.P. selon les propres déclarations de Pascal MBUZIYONJA, vice-président du P.P. Nous allons retrouver le Résident REGNIER organisant le complot d'assassinat du Prince Louis RWAGASORE premier Ministre du BURUNDI (17) La liste de tous les administrateurs coloniaux qui tramèrent des complots contre notre indépendance est impressionnante. Nous nous bornerons à citer l'inspecteur de police F.L.L. ASSELMAN, fondateur du parti tribaliste APRODEBA qui plus tard soutint le P.P. plus radicalement tribaliste (18)

Enfin « the last but not the least », Monsieur Albert MAUSS, de très sinistre mémoire. Il était ancien Résident du RWANDA et membre influent du Conseil du vice-gouvernement général. Prêtre défroqué de son état, il témoigna d'une telle haine contre

les nationalistes au point d'effaroucher le gouverneur J.P.HARROY qui en plein conseil le vice gouverneur général lui déclara : « Nous suivons un objectif identique mais nous n'utilisons pas les mêmes méthodes » René Lemarchand le décrit ainsi : « L'une des personnalités clés allié au P.P. était un colon belge, Albert MAUS, ancien Résident du RWANDA et membre du Conseil du vice gouvernement général.

En y consacrant tout son temps, son énergie et ses ressources financières, MAUS devint l'éminence grise du P.P., agissant comme intermédiaire entre les leaders du Parti et l'Administration et rédigeant d'innombrables pétitions aux Nations Unies et toujours prêt à fournir son appui financier à la cause HUTU » (19).

La haine pathologique contre le mouvement de libération était telle qu'il préféra se donner la mort à l'annonce de la victoire du parti nationaliste UPRONA. Dans son testament, il légua son immense fortune à un de ses disciples, Monsieur Marc NDAYIZIGA ainsi que sa haine contre l'unité des BARUNDI. Ses dernières volontés furent respectées car son héritier, Marc NDAYIZIGA, créa en Belgique le mouvement tribaliste étudiant ASSEBA en 1963, 1964, tandis que la fortune lui léguée serva à financer l'invasion contre le BURUNDI le 29 avril 1972.

Il était alors Ministre des Transports et de l'Équipement.

Mais en 1959-1962, le front des patriotes est si solide et si organisé, elle inflige des coups si durs que l'administration ne se limite plus à entrer directement dans la bataille et à faire venir des équipes de subversion de Belgique, elle se décide à faire jouer l'Église coloniale. Des prêtres sont dévoilés pour s'opposer à l'indépendance et participer ainsi à la grande mission de « lutte contre le communisme ». Le soi-disant Père MAUS utilisa en 1960-1962 les mouvements catholiques pour couvrir ses entreprises colonialistes. Certains, il est vrai préférèrent exposer leur vie et subir des menaces de tout genre plutôt que de prêcher la haine et la violence tribalistes.

Il en est ainsi tout particulièrement de Monseigneur Antoine GRAULS, ancien évêque de KITEGA. Les syndicats Chrétiens

de Belgique lui envoyèrent 80 millions de francs Belges pour la propagande tribale et la création de groupes de couverture de la subversion. Il ne s'y prêta pas. Aussi nous tenons à lui rendre hommage pour le courage et l'honnêteté dont il fit preuve. Loin de s'ériger en propagandiste de la division, il visita toutes les paroisses pour prêcher la fraternité et l'union du peuple burundais. Sa part fut importante dans la victoire de l'UPRONA.

2) LA CREATION D'AUTRES PARTIS FANTOCHES

Fondamentalement la question de l'indépendance et de l'unité nationale divisa les protagonistes en deux camps. Le camp des patriotes progressistes, voulant l'indépendance immédiate, unis au sein de l'UPRONA autour du Prince Louis RWAGASORE et comprenant tous les nationaux sans distinction d'ethnie. L'autre camp est celui des fantoches amalgamés par et pour l'Administration coloniale dans le « FRONT COMMUN ». La collaboration avec l'autorité tutélaire et le refus de l'indépendance sont leur trait d'union. Ils se subdivisent en deux factions. La faction fantoche et tribaliste (dont nous venons de parler longuement) formée à l'école des syndicats chrétiens de Belgique rêvant de la collaboration avec l'autorité tutélaire, mais voyant le BURUNDI comme une « NATION-TRIBU. et grisée par le modèle RWANDAIS de la démocratie (20).

C'est naturellement ce groupe qui a les plus grandes faveurs de l'Administration coloniale car le tribalisme est l'arme qui pourra servir même après l'indépendance. Elle est la plus meurtrière et sera utilisée pour les tentatives de reconquête néo-coloniale en 1965, 1969 et 1972.

Le reste des ressources financières et des faveurs coloniales sera distribué à la 2ème subdivision de la faction fantoché dont le programme se limita parfois à un clan, une colline, une école ou même un individu. En effet le colonialisme préférera jouer la politique du pire, désespéré qu'il était de pouvoir former un front suffisamment fort pour résister victorieusement à l'UPRONA.

Il se résolut donc à susciter une multitude de « particules » (33 en juin 1961) qui, s'ils étaient incapables d'obtenir la victoire, étaient au moins en mesure de disperser les voix des électeurs. Mais les rapports pessimistes des Administrateurs coloniaux annonçaient la catastrophe pour les partis « de l'Administration ». Aussi le Résident Général J.P. HARROY intima l'ordre à tous ses partis de se coaliser dans un FRONT COMMUN.

3) *LE DECHAINEMENT DE L'APPAREIL POLICIER ET REPRESSIF COLONIAL.*

Au début de 1961, l'exode massif des Belges du « Congo Belge » provoqua la panique générale dans les milieux européens. La sécession katangaise battait son plein tandis qu'au Rwanda les gêneurs TUTSI étaient massacrés ou contraints à l'exil. Alors au Burundi il fallait y mettre le paquet.

Selon les déclarations de REGNIER, ancien Résident du Burundi, le Résident adjoint puisait très largement dans la caisse noire appelée « Cadeaux politiques ». Les leaders des partis fantoches affichaient un luxe digne de parvenus. En même temps une série de mesures répressives et policières furent mises en place pour intimider les leaders de l'UPRONA, parti progressiste et nationaliste. Tandis que l'impression des tracts et journaux « du Front Commun » était assurée par l'imprimerie de l'Etat colonial, la Tutelle rachète les imprimeries locales dans le but d'empêcher les nationalistes de sortir leurs tracts. Les journaux prenant fait et cause pour l'UPRONA furent suspendus et leurs rédacteurs expulsés.

Tous les leaders influents du parti nationaliste furent emprisonnés, contraints à l'exil et soumis à des vexations de tous genres. Le Prince Louis RWAGASORE Chef du Parti UPRONA est mis en résidence surveillée après avoir été interdit d'exercer toute activité politique. Des hélicoptères sillonnent le pays et dispersent les meetings organisés par les nationalistes.

Mais toutes ces manœuvres ne firent qu'aiguiser la conscience des masses et le 18 septembre 1961, le peuple Burundais apporta

son soutien massif à la cause de l'indépendance nationale dans l'unité. La Revue Présence africaine résume ainsi la situation. « Espérant qu'ils pourraient continuer à gouverner comme par le passé par personnes interposées même après l'octroi d'une indépendance purement nominale, administrateurs et colons belges s'empressèrent d'endoctriner les HUTU en leur faisant croire que l'indépendance passait nécessairement par l'appui de la puissance administrante. Sans résultat puisque la masse HUTU vota en exprimant son soutien au programme nationaliste du Prince RWAGASORE exigeant en plus de l'octroi d'une indépendance immédiate, le retrait des troupes belges et l'africanisation rapide des cadres » (22) l'UPRONA recueillit donc 80% des suffrages et 56% des sièges de députés tandis que le Front Commun obtint 17% des suffrages et 6 sièges à l'Assemblée Nationale. Devant ce verdict populaire, démocratique s'il en fût, le colonialisme et ses valets ne voulurent pas se courber. Quatorze jours après sa nomination comme Premier Ministre, soit le 13-10-1961, le Prince Louis RWAGASORE est assassiné.

4. *L'ASSASSINAT DU PRINCE LOUIS RWAGASORE*

On ne badine pas avec le colonialisme. C'est un tigre en papier mais c'est d'abord un tigre. En moins de 4 ans, les mêmes griffes colonialistes égorgèrent LUMUMBA (1961 le Roi RUDAHIGWA du RWANDA (1959) et le Prince Louis RWAGASORE (1961)

Le détail des circonstances de la mort du héros national peut être trouvé dans plusieurs publications (22).

Il suffit de noter que l'assassin, Jean KAGEORGIS de Nationalité grecque n'était qu'un instrument aux mains des chefs du crime. Les vrais auteurs du forfait, à travers la presse et leur organe judiciaire ont mis tout en œuvre pour camoufler leur participation. Ils n'ont pas hésité à trahir leurs complices burundais qui ont réalisé trop tard qu'ils avaient été joués. Sans les incitations pressantes à l'assassinat et les assurances formelles qu'ils ne seraient pas poursuivis, les burundais n'auraient pas perpétré

ce crime ignoble.

Avant de mettre à nu les mécanismes de participation de la « Puissance tutrice » dans l'assassinat du Premier Ministre Louis RWAGASORE, citons certains témoignages. NIQUEAUX, après avoir affirmé, que « les hauts fonctionnaires belges avaient trempé dans l'affaire » ajoute : « L'exécution du meurtrier KAGEORGIS la veille de l'indépendance, interrompait fort à propos les plaintes que ce malheureux avait déposées contre certains fonctionnaires coloniaux. La mise au secret, puis la pendaison des leaders du PDC n'ont certainement pas attristé tout le monde en Belgique » (23)

René Lemarchand, dans son livre sur le Rwanda et le Burundi cite nombre de fonctionnaires belges impliqués dans le crime et affirme « les leaders du FDC, n'auraient pas pu recourir à cette action extrême, s'ils n'avaient été activement encouragés de réaliser leur crime par certains fonctionnaires belges » (24)

Enfin l'assassin lui même Jean KAGEORGIS avoua simplement, dans une lettre à ses parents, le 29 juin 1962 : « Je proclame solennellement que je ne suis pas le seul coupable. Ce crime fut perpétré par la Tutelle, Monsieur Harroy, (Vice-Gouverneur du RWANDA-URUNDI, de 1955 à 1962) Monsieur Regnier (Résident de l'URUNDI (25). C'est par cette photo que Monsieur IATROU (26) me décida à le faire parce qu'il était protégé par Monsieur HARROY.

Mon exécution pèsera à la conscience de la Belgique qui veut ainsi étouffer sa culpabilité..»

La victoire de l'UPRONA le 18 septembre 1961 sur le « Front Commun » fut d'autant plus amèrement ressentie par l'administration coloniale qu'elle était inattendue. Les rapports les plus pessimistes ne prévoyaient pas le raz de marée nationaliste. Il fallut réagir.

Dans son palais de Kitega, le Résident Regnier tint conseil le 21 septembre 1961, soit 5 jours après la victoire de l'UPRONA. Tout son état major colonial, administrateurs de territoire dont Messieurs Léonard, Testaert, BIBOT chefs de secteur etc étaient

présents. Assistait aussi à la réunion, Madame BELVA, de nationalité belge, secrétaire du P.D.C. et du Front Commun (27). Après avoir fulminé contre son administration incapable, le Résident continua sur un ton excité : « RWAGASORE doit mourir. Au Rwanda il n'y aurait pas de problème. Naturellement, ce que j'avais pressenti est arrivé, le Front Commun a perdu les élections, mais rien n'est perdu si on se débarrasse à temps de RWAGASORE... L'acte accompli, le lac n'est pas très loin » (28). La conversation fut rapportée le lendemain par Madame BELVA à Monsieur NTIDENDEREZA, chef du PDC et du Front Commun. Afin de mettre les choses au point une entrevue fut organisée le 23-9 à 21 heures entre NTIDENDEREZA, HARROY, Résident général et Regnier, Résident, dans une villa de BUJUMBURA.

Le marché fut conclu ainsi :

L'assassinat aurait lieu le soir, le meurtrier prendrait immédiatement la fuite. L'état d'exception serait proclamé sur l'ensemble du territoire et NTIDENDEREZA serait nommé comme formateur du Gouvernement. En cas d'échec c'est-à-dire si le Premier Ministre n'était pas mortellement blessé ou si les assassins étaient arrêtés, il fut entendu qu'aucun procès n'aurait lieu et qu'un système d'évasion était déjà prévu (29).

Le programme ne fut réalisé que sur un point. Moins d'un mois après la réunion des chefs de la conspiration, le Premier Ministre tombait sous les balles de KAGEORGIS. Les assassins furent arrêtés en un temps record, soit moins de 24 heures après le forfait.

Le procès eut lieu et les assassins jugés et condamnés.

Tout avait été prévu, sauf un point essentiel : la réaction de Bruxelles et de l'opinion internationale. Il est permis de se demander si l'administration coloniale a été désavouée par la métropole ou si, au moment du complot, elle ne se faisait pas d'illusion sur le sort final qui serait réservé à ses hommes de main.

Toujours est-il que tous les moyens furent mis en œuvre pour camoufler le rôle essentiel joué par les hauts fonctionnaires belges

et partant la responsabilité de la Belgique. :

refus aux juges nationaux de participer au procès, irrégularités dans la procédure, pression et refus du Ministère des Affaires Etrangères belge à certaines personnes de comparaître devant le tribunal pour témoigner, rejet du recours en grâce de Kageorgis.

Les irrégularités de procédure dans le but de cacher la participation des hauts fonctionnaires belges sont nombreuses. Comme le dit l'un des avocats belges Maître ARONSTEIN, le Parquet avait pour mission « d'établir rapidement les preuves que les accusations contre la Belgique n'étaient pas fondées ».

Le Parquet refusa d'acter les accusations de Kageorgis contre le Résident Régnier. Les aveux de ce dernier devant le Parquet de Bruxelles ne furent pas versées au dossier de Bujumbura (30).

Enfin la Cour se refusa à retenir la prévention de complot, car alors elle aurait été dans l'obligation d'examiner si la responsabilité de la Belgique n'était pas engagée. (30)

En raison de l'indignation soulevée par cet assassinat dans l'opinion internationale notamment à l'ONU et dans certains milieux belges, les meurtriers et leurs hommes de main ne profitèrent pas du crime. Le BURUNDI recouvra son indépendance le 1er juillet 1962 ayant à sa tête des patriciens et non des hommes de paille comme l'avait souhaité le colonisateur.

Ainsi les motifs pour la Belgique de ne pas s'attacher au BURUNDI devenaient multiples. A la blessure d'amour-propre de ne pas avoir réussi à installer au pouvoir des instruments de sa future politique néo-coloniale s'ajoutait, après l'assassinat de RWAGASORE, l'agressivité et la haine que déclenche souvent le sentiment de culpabilité. Le nouveau régime du BURUNDI était à la fois un défi et un reproche permanent pour certains milieux belges. Il n'est donc point étonnant qu'après l'indépendance les « syndicalo-chrétiens » aient multiplié leurs tentatives de reconquête néo-coloniale. Un véritable « lobby » anti-Burundais composé en partie de débris de l'ancienne administration coloniale va s'installer au Ministère de la Coopération et dans la presse et les syndicats :

III LES TENTATIVES DE RECONQUETE NEOCOLONIALE- SO AKWANSE AKURAGA IVYAMWANKIYE.

Cet aphorisme burundais dit à peu près ceci : Le père en rupture avec son fils ne lui lègue que le passif de l'héritage.

Le Burundi recouvra son indépendance le 1er juillet 1962. Mais dans la balance des relations belgo-burundaises, le passif pesait d'un poids très lourd. Les rancœurs et la hargne des « Syndicalo-chrétiens » belges ne désarmaient pas. Pour eux l'indépendance du Burundi sans leurs hommes de main constituait un véritable défi. La reprise du procès des assassins du Premier Ministre RWAGASORE les convainquit que l'ancien pays sous tutelle refusait de se mettre à genoux et se soumettre aux volontés néo-coloniales.

A côté de ces mauvaises dispositions psychologiques, le passif comprenait un autre élément plus dangereux. La propagande coloniale et néocoloniale s'acharnait à prouver que l'ex-métropole n'était pour rien dans les erreurs et les fautes politiques et culturelles de l'époque coloniale. Si le processus démocratique n'avait pas fait long chemin, si au moment de l'indépendance le Burundi ne comptait pas un seul médecin, pas un seul ingénieur, pas un seul professeur, pas un seul juriste, si l'analphabétisme était le lot de la quasi totalité de la population, tout cela était due à une ethnie. C'est elle qui pendant 50 ans de colonisation belge a constitué l'obstacle à la démocratie, au progrès économique et à la « civilisation ». Le ridicule de ces affirmations n'a d'égal que les tragédies qu'elles provoqueront par la suite. Ces escroqueries intellectuelles seront la tarte à la crème de l'idéologie « syndicalo-chrétienne » et tribaliste. Comme un leitmotiv, cette idée reviendra dans tous les discours : selon eux l'opposition fondamentale n'est pas entre les ex-colonisateurs et les ex-colonisés mais entre les différentes ethnies d'une même nation. D'où la tâche urgente n'est pas dans la recherche et la consolidation de l'indépendance contre l'ex-colonisateur mais dans l'alliance avec le néocolonialisme pour éliminer les autres ethnies. Selon eux il n'y a point de néces-

sité d'union nationale de toutes les couches du peuple sans distinction d'ethnie contre la domination étrangère. Une nouvelle stratégie est mise en place adaptée à la situation de l'indépendance. Jusqu'à la proclamation de la République le 28 Novembre 1966, les néocolonialistes jouent simultanément deux cartes : l'inféodation de la monarchie et la division ethnique. Après le 28 novembre, l'arme du tribalisme est utilisée jusqu'au finish.

1° l'inféodation de la monarchie aux intérêts néocolonialistes.

Le vieux monarque MWAMBUTSA que son âge avancé n'a pas rendu sage préféra s'allier avec les assassins de son fils contre les forces progressistes. Son entourage, composé de nostalgiques, lui dicte des mesures impopulaires. Il joue habilement des factions antagonistes et n'hésitera pas à s'allier avec les tribalistes (32). Autant ses maîtres le scutierrent quand il dissout le gouvernement progressiste de NYAMOYA, quand il expulse les diplomates chinois, quand il dissout le mouvement de jeunesse patriotique et progressiste (JNR), autant il est désarmé et même puni lorsqu'il rejette l'alliance avec les tribalistes en 1965.

Le monarque, vieux cheval qui ne sait plus servir va vite être abandonné, tous les efforts sont concentrés sur les forces tribalistes.

2° 1965 — Le premier coup d'Etat tribaliste

A. Les moyens de la subversion.

Nous venons de voir que pour affaiblir l'Indépendance nationale burundaise et détruire les forces patriotiques, les néocolonialistes utilisent la monarchie. Mais l'arme la plus redoutable fut le tribalisme. Dès l'accession du Burundi à l'indépendance, la Belgique nous envoya son spécialiste des conflits tribaux. Ce personnage Mr H..., militaire de son état avait déjà fait ses preuves au Congo. Il se distingua si bien dans l'opposition des BALUBA aux LULUA que Bruxelles l'appela pour lui confier de hautes responsabilités au Burundi et y exercer ses talents.

Les succès furent éclatants et à la mesure de la caisse noire qu'il gérait personnellement. Les syndicalo-chrétiens belges lui doivent deux tentatives de coup d'Etat tribalistes : celui de 1965

L'action de spécialiste des questions africaines est grandement facilitée par le lobby anti-burundais qui a investi le Ministère de la Coopération à Bruxelles et dans les rouages du C.I.S.C. Leur puissance est telle que rien ne peut être décidé contre leur avis. Un jour de négociation entre le Burundi et la Belgique, le Ministre de la Coopération belge marqua son accord pour l'augmentation de l'aide au Burundi. Mal lui en prit de ce Ministre imprudent, car il dut retirer sa promesse devant l'opposition publique de ses collaborateurs.

A Bruxelles, une véritable école tribale est créée. En 1963, sous la direction de Monsieur FAFCHAMPS membre du comité directeur du CISC, dont nous avons déjà montré le rôle sinistre dans la création du parti (P.P.) et du Syndicat (Syndicat chrétien du Burundi) fantoches et à base tribale, des étudiants réactionnaires fondent l'ASSEBA (Association des Etudiants BAHUTU). Les principaux chefs sont Marc NDAYIZIGA futur Ministre des Travaux Publics et un des leaders de l'invasion du 29 avril 1972, Gervais NYANGOMA le promoteur du coup d'Etat tribaliste d'octobre 1965, de KATARIHO, KAROLERO, futurs officiers et instigateurs de la tentative de coup d'Etat de septembre 1969. N'adhèrent à l'association que les seuls étudiants tribalistes. Le programme du mouvement est identique à celui du P.P. Le Burundi est une nation-tribu. L'ennemi principal est toute personne qui n'est pas de la même ethnie ou qui ne manifeste pas des sentiments tribalistes. L'allié le plus sûr est l'ancien colonisateur. La cause du sous-développement n'est pas dans l'exploitation des néocolonialistes mais dans l'existence des autres ethnies. De ces prémisses, la conclusion se dégage d'elle-même. Pour sauver le Burundi, il faut supprimer physiquement « les autres » qui ne sont pas de la même ethnie en s'alliant avec l'ex-colonisateur. L'action est tentée en 1965, rééditée en 1969 et recommence en 1972.

Mais ce programme ne peut être présenté et accepté tel qu'il est. Il faut l'enrober dans une formule « démocratique ». Nous avons vu que c'est sous la bannière « démocratique » que le colonialisme et ses valets s'opposent à la libération de notre peuple. La même

supercherie continuera après l'indépendance. Les idéologies les plus progressistes et les plus louables peuvent servir à couvrir les intérêts et les actions rétrogrades et inavouables. Le colonialisme lui-même s'est déversé sur le monde au nom de la « démocratie et de la civilisation » ? Le peuple vietnamien s'est vu infliger le martyr pendant un quart de siècle par l'impérialisme au nom de la « démocratie ».

En plus des spécialistes des questions tribales, des mouvements et associations fantoches et les plans de reconquête néocoloniale comptaient sur des agents d'infiltration et des intermédiaires résidant au Burundi. Le plus connu est Monsieur Gérard, Joseph DEDRIE. Le commerce était son action de couverture. En réalité il était le conseiller du syndicat chrétien au Burundi, et l'intermédiaire entre cette filiale et la maison mère à Bruxelles (le CISC). C'est par son compte en Belgique que le financement parvenait aux syndicalistes de Bujumbura. Les fonds étaient versés par le CISC à son compte en Belgique. Une fois en possession de la copie du bordereau de versement, Monsieur DEDRIE payait la contrevaletur en francs Burundi.

Ainsi pour la campagne électorale de mai 1965 et le coup d'Etat de la même année pas moins de 5 millions de francs belges furent versés par les syndicats chrétiens de Belgique.

B) La préparation du coup d'Etat fantoche d'octobre 1965.

Nous allons retrouver le même scénario en 1965, en 1969 et en 1972. Les syndicalo-chrétiens de Belgique et leurs agents ont tiré la leçon de l'échec cuisant du 18 septembre 1961. La victoire de l'UPRONA sur les partis de l'administration coloniale avait prouvé de manière éclatante que le tribalisme n'existait pas dans le peuple mais dans le cœur de la poignée des valets du CISC.

Si donc le tribalisme n'existait pas, il fallait l'inventer. Il fallait surtout l'inoculer au sein de la Jeunesse et du peuple. Par une série d'actes de provocation (bagarres, assassinats et coups d'Etat) les chefs du mouvement tribaliste, parvenaient avec l'aide de leurs organes d'information (La Cité et le Soir (Belgique)) à conférer à ces événements une coloration tribaliste. Les faits étaient

démésurément gonflés l'intervention des pouvoirs publics dans le rétablissement de l'ordre était lui-même présenté tendacieusement sous l'aspect tribal, à telle enseigne que bien des cas la propagande fantoche faisait endosser à leurs adversaires la responsabilité des événements. Ainsi donc le tribalisme devait être créé par la dialectique de la provocation suivie du rétablissement de l'ordre, le tout déformé et répercuté par la propagande dans le sens souhaité. Rien n'illustre mieux cette logique de la provocation que les incidents de Kamenge, le cas MIREREKANO et surtout l'affaire NGENDANDUMWE.

Les incidents de KAMENGE (janvier 1962) n'étaient que la réponse des jeunes nationalistes sans distinction d'ethnie, groupés au sein de la JNR (Jeunesse Nationaliste RWAGASORE) devant les manœuvres de provocation des Syndicats Chrétiens du Burundi », en particulier à un de leurs nombreux tracts appelant à l'insurrection. La motion se terminait ainsi. « Une action directe s'avère nécessaire dans les usines, dans les magasins et les bureaux, dans chaque ville et dans chaque cité, dans les champs et sur les collines (33). » Le fameux Fafchamps joua un rôle très important dans ces incidents. Ces derniers se produisirent avant l'indépendance et le maintien de l'ordre revenait à la Belgique ; ces faits furent néanmoins exploités dans le sens tribaliste.

Le cas MIREREKANO est aussi significatif.



Dès la période de l'autonomie interne, au début de 1962, MIREREKANO, manœuvré par les syndicats chrétiens, joue à l'enfant gâté au sein de l'UPRONA. Parce qu'il a été en exil volontaire à Léopoldville, et que le Parti en a profité pour le charger de certaines missions mineures, il prétend succéder à RWAGASORE comme Chef du Parti. Le Comité Central le lui concède d'ailleurs, alors qu'il vient de refuser le porte-feuille de l'Agriculture et de l'Elevage. Il ne veut pas gouverner, il lui paraît plus facile de contrôler ceux qui acceptent cette responsabilité.

Les tribalistes remarquent de bonne heure l'instabilité, l'inconstance et surtout l'incurie de cet agronome d'Astrida qui, revenu très tôt à la vie de paysan, connaît assez bien ses pairs pour trouver l'accent et les mots qu'il faut, pour les soulever éventuellement.

NIRIKANA ne le quitte plus. Pour que son influence soit exclusive, il le séquestre, quelque part dans la montagne et à l'étranger. Sans doute en profite-t-il pour produire l'argument massue, l'argent du syndicat chrétien. Quand il revient, il distribue aux paysans l'argent autant que le mensonge. « Je donnerais plus si mes champs produisaient davantage. Le Gouvernement nous tue, nous les cultivateurs. Mes enfants n'ont rien à se mettre sous la dent, nous couchons dehors, les logements c'est pour les autres. » Mais dans le même temps il a les avantages des ministres et a le pas sur eux.

C'est surtout avec les moyens que le Parti et l'Etat mettent à sa disposition que le Chef du Parti, devenu son plus acharné détracteur, organise son mouvement de Jeunesse à Muramvya, dresse ses équipes de choc, soudoie et corrompt les policiers mutins qui lui paieront cette dette au mois d'août 1962.

La mutinerie d'août 1962 est la première tentative sérieuse destinée à jauger l'adhésion des masses à un programme tribal. La troupe de choc descend de BUGARAMA tôt ce matin du 22 Août. Elle a comme mission essentielle le recrutement à Bujumbura du plus grand nombre de partisans tribalistes possible et l'intimidation des membres de la Jeunesse RWAGASORE, surprise

par cette soudaine irruption à peine prévisible.

Le résultat fut décevant pour les organisateurs. Le peuple s'abstint. La bande à MIREREKANO se dispersa tandis que la police se saisissait de ce dernier. La mutinerie que des policiers de quatre sous lui offrirent en guise de reconnaissance ne dura pas plus d'une demie-journée. C'était un échec. Les tribalistes l'enregistrèrent. En même temps ils prenaient la résolution ferme de travailler les masses en profondeur.

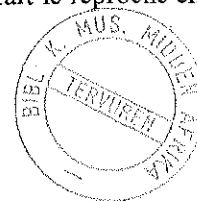
Ce n'était que partie remise. Les policiers mutinés rentrèrent dans leurs foyers, libérés de tout engagement. MIREREKANO, de sa résidence ministérielle, continua de les entretenir de bons mots et d'un peu de l'argent du syndicat chrétien.

Il envoie de temps à autre quelques-uns effectuer des missions de sondage par-ci par-là et notamment à KABARORE. Des huttes brûlent mais les masses ne suivent pas. Elles arrêtent au contraire les criminels et les mettent à la disposition de la Justice.

Entretemps, le 18 juin 1963 NGENDANDUMWE a pris la place de MUHIRWA comme Premier Ministre, Les extrémistes et le syndicat chrétien ne voient en lui qu'une qualité : il est hutu et un grand défaut : il est **nationaliste et démocrate**. Ils veulent un assassin et on ne leur a donné qu'un gouvernant.

Avec certains de ses amis, le Ministre de l'Intérieur BUBIRIZA organise un coup de sonde le 29 mai 1964, à Bujumbura. Le Gouvernement NGENDANDUMWE avait été démis le mois précédent. Il fallait prendre de vitesse le dynamique Gouvernement NYAMOYA qui venait d'être nommé. Et pour y arriver, il suffisait de suivre deux exemples actuels : « Les Boers » qui « en Afrique du Sud luttent et meurent pour reconquérir leurs droits », (Sic) entendez qui tuent les nègres opposés à leur politique de ségrégation raciale. (34)

L'essai du 29 mai est un nouvel échec. Les masses refusent toujours de suivre. Elles veulent la paix et le pain, on leur propose le sang de leurs frères. Parmi les organisateurs, il s'en trouve même au moins un qui croit encore suffisamment en Dieu pour réprocher le génocide. On lui en fait le reproche en lui faisant en-



dossier la responsabilité de l'échec : « Ces petites imprudences (qui n'étaient que des détails) ne sont-elles pas dues à ces scrupules religieux du responsable des opérations, c'est-à-dire à cette confiance aveugle en Dieu ou à cette pitié déplacée qui bannit la violence et l'usage des armes, pourtant indispensable... (35)

Ce nouvel échec ne décourage pas les extrémistes, apprentis assassins, que la justice d'alors oublie même de punir comme ils le méritaient. Au contraire l'esprit de conciliation et la politique d'unité nationale avant tout, leur donnent de larges possibilités pour continuer impunément le travail de sape que les maîtres organisent et rémunèrent depuis la métropole.

Le 5 janvier 1965 se passe le principal événement qui cristallisera les passions. NGENDANDUMWE, appelé pour la seconde fois à former le Gouvernement, est assassiné. Il est en compagnie de ses amis, et vient de féliciter son épouse qui vient d'accoucher d'une fille à la Clinique RWAGASORE. Sa suite, curieusement, n'a rien vu, en tout cas pas l'assassin. Et puisqu'on n'a pas vu l'assassin, il est acquis, sans qu'aucune enquête ne soit nécessaire, que ce sont les tutsi qui l'ont tué. (36) Pourquoi ? Mais il est hutu et ils sont tutsi. L'Ambassade USA en profite pour faire rompre les relations diplomatiques avec la Chine Populaire. Les arrestations sont faites par tous les tribalistes. Elles visent tous les dirigeants du mouvement progressiste. Le Syndicat Chrétien et l'ASSEBA grincent des dents : Vous l'avez tué. Ils se disent sans doute : nous avons gagné.

L'enquête est confiée à un magistrat hutu qui, au bout d'un temps, prétend n'avoir découvert aucune piste sérieuse. Au lieu de continuer à chercher, il remet sa démission et se retire chez lui à la campagne, pour méditer on ne sait trop sur quoi.

Les extrémistes et les syndicats chrétiens réclament des têtes qu'aucun élément judiciaire établi, vérifié et confirmé ne veut leur donner. Ils n'obtiennent que de nombreuses années de détention préventive justifiées uniquement par la « raison d'Etat » et les considérations politiques.

L'enquête continue. Elle ne donne aucun résultat intéressant

Parce qu'elle était obligatoirement menée de manière à établir que l'assassin et ses complices sont des tutsi. Si d'aventure un magistrat, hutu, essaie d'orienter son enquête en dehors d'un certain cercle tracé par les extrémistes et les syndicalo-chrétiens, il est traître ; et le dossier lui est retiré à moins qu'il ne préfère s'en des-saisir comme M. Marcien BUTOYI.

Les chefs tribalistes avaient le plus grand intérêt politique que l'assassin restât introuvable, quel qu'il fût, blanc ou noir. Cela évitait la catastrophe prévisible au cas possible, où l'assassin serait un hutu. En tout état de cause, le châtement du ou des coupables leur était un moyen de propagande dont ils avaient un urgent besoin : « le meilleur d'entre nous assassiné par un inconnu (donc par les tutsi) que la justice n'a pas été en mesure d'identifier (donc que les tutsi cachent et protègent) doit être vengé ». Ou encore : « NGENDANDUMWE a été tué parce qu'il est hutu, indépendamment de sa qualité de Premier Ministre. Donc chaque hutu est en danger de mort ». (37)

C'est avec de tels arguments que les députés tentent de se racheter auprès des électeurs qu'ils ont abandonnés et trahis. Ce sont ces arguments qui donnent la possibilité aux syndicats chrétiens belges de s'assurer une clientèle de plus en plus nombreuse parmi les étudiants burundais de Belgique et d'Europe. Ces mêmes arguments fouettent les fonctionnaires médiocres qui, élevés au rang de Héros nationaux en puissance, voient partout la brimade et le mépris, en attendant qu'arrive leur tour de mourir. Lorsqu'ils sont suffisamment abrutis, les chefs, qui ont mission de veiller au grain, les réveillent par un « nous pouvons vaincre » strictement confidentiel. Mais l'ordre doit venir de Bruxelles.

(34) Voir lettre de 2 étudiants tribalistes au Ministre BUBIRIZA

(35) Lettre de deux étudiants tribalistes au Ministre BUBIRIZA - ibidem

(36) Voir les N^{os} du Journal La Cité (Organe des syndicats chrétiens de Belgique) des 7 au 10 janvier 1965

(37) Cfr les nombreux tracts des membres de l'Association ASSEBA.

C. LA 1ère FLAMBÉE DU TRIBALISME

Cette flambée fut possible en raison de l'alliance réactionnaire entre la monarchie, le mouvement tribaliste et les néo-colonialistes sur le dos des forces patriotiques et progressistes. Les dirigeants de la JRR (Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE) et du syndicat F.T.B. (Fédération des Travailleurs du BURUNDI), ainsi que l'aile progressiste du Parti UPRONA sont soit en prison soit neutralisés en prévision des élections du 10 mai 1965, Tandis que les forces de l'Unité et du progrès sont dans les abîmes, les vagues du tribalisme submergent le pays. Le Parti P.P. est plus fort que jamais, secondé par le syndicat chrétien du BURUNDI. La campagne électorale se déroule dans un climat lamentable de chantage ethnique, confondant le nombre avec la qualité, la démocratie avec le tribalisme. Les syndicalo-chrétiens de Bruxelles étaient là avec leurs fonds, décidés à ne pas perdre comme en septembre 1961. Le résultat des élections du 10 mai 1965 dépassa tous les espoirs de ces derniers, car le mouvement tribaliste ne comptait pas seulement sur les 10 sièges du P.P. (sur 33) mais aussi sur un grand nombre de députés dissidents élus certes sous l'étiquette UPRONA mais en réalité gagnés à la cause de la division ethnique.

La victoire fut donc totale ; majorité à l'Assemblée Nationale et au Sénat, majorité aussi au gouvernement majorité enfin à l'Armée. Il ne restait plus que le Roi.

Un roi qui n'était point difficile et s'était montré dans plusieurs circonstances un allié sûr et peu dangereux.

Ici se situe un des moments les plus tragiques et les plus déterminants de notre histoire.

Les décisions et les actions des fantoches furent lourdes de conséquences et imprimèrent à notre histoire une trajectoire qu'il sera pendant longtemps difficile à corriger. On a comme l'impression que les tribalistes vainqueurs ne savaient que faire du pouvoir qu'ils venaient de conquérir. Dans leurs plans deux ennemis devaient être abattus : La monarchie et les autres ethnies. Telle était la tâche urgente des nouveaux dirigeants. Pour la monarchie le

problème était déjà mûr, tout au moins sur le plan des principes. Du fond de leurs abîmes, les forces d'union nationale et progressiste avaient déjà inscrit depuis longtemps l'instauration de la République dans leur programme à moyen ou à long terme. Seules les questions du moment et de la tactique se posaient, Aussi lorsque le palais est investi le 19 octobre 1965 par les tribalistes, les étudiants la seule force progressiste non baillonnée se réjouirent mais pas pour longtemps.

Le 2ème volet du plan tribal était horrible. Le massacre des autres ethnies (TUTSI et TWA) devait s'opérer en même temps que l'attaque du palais. A MURAMVYA, des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et d'innocents trouvèrent la mort dans des conditions atroces tués par des bandes de terroristes dites jeunes-
MIREREKANO, un des chefs tribaliste dus coup d'Etat manqué.

Les tribalistes pouvaient pavoiser ainsi que leurs maîtres syndicalo-chrétiens belges. Leurs rêves étaient réalisés. Pour la première fois dans l'histoire du BURUNDI des HUTU s'étaient attaqués à leurs frères TUTSI et TWA non pas parce que ces derniers étaient plus riches, plus politiquement puissants, non pas parce qu'ils ne partagent pas la même religion ou la même langue (nous avons vu que des liens de pauvreté, de langue et de culture unissant les 3 ethnies) mais simplement parce qu'ils ne sont pas de la même ethnie et surtout parce que les syndicalo-chrétiens belges le veulent ainsi.

Au lieu de l'exercer de manière responsable et constructive pour la promotion de toutes les couches du peuple unis par les liens de pauvreté et de culture, ils se lancèrent dans des actions nihilistes de division aussi mesquines que meurtrières. On pourrait appliquer aux tribalistes HUTU du BURUNDI cette conclusion de René Lemarchand sur le massacre des TUTSI au RWANDA : « Dans la mesure où le résultat final a été l'exclusion des TUTSI de la participation dans les institutions politiques de la République RWANDAISE, on doit tirer la conclusion que la démocratie dans le Rwanda contemporain signifie, au mieux, démocratie

pour les HUTU et non démocratie en soi. En refusant la liberté aux TUTSI, les élites HUTU ont sérieusement détruit leur préention à la démocratie, car si on définit la démocratie comme l'égal accès de tous aux différentes possibilités de la vie, sans distinction de race, alors la démocratie est aussi éloignée de la République du Rwanda que de la période monarchique ».

Les tribalistes avaient deux autres raisons de se réjouir. Désormais un précédent était créé au BURUNDI. Leur propagande se servirait des événements de 1965 pour prouver que le tribalisme existe.

2°) La contre-attaque des forces patriotiques.

Les tragiques événements de 1965 furent ressenties amèrement par la jeunesse et les patriotes. C'était comme une insulte lancée à la mémoire de nos ancêtres qui sans dollars ni francs belges, avaient eu suffisamment de cœur, de grandeur et d'énergie pour édifier une nation fraternelle. Des politiciens veules et corrompus, soudoyés par des étrangers voraces et sans scrupules venaient d'ébranler les fondements séculaires de l'unité nationale. Mais les mêmes événements suscitérent une sainte colère et une détermination parmi les patriotes, composés en majeure partie des jeunes de l'armée, des écoles, de l'université, des syndicats et du mouvement de jeunesse JNR. Ces nouvelles forces apportèrent du nouveau sang et une nouvelle vision des problèmes nationaux. L'action future fut fondée sur l'analyse et la conviction suivantes : Les syndicalo-chrétiens belges n'avaient pu réaliser leurs sombres desseins qu'à la faveur de certaines lézardes dans notre édifice national. Sans l'impuissance et la corruption de la monarchie, sans les erreurs d'analyse conscientes ou inconscientes sur la nature véritable de nos problèmes nationaux que nombre de dirigeants ont commises, tant de malheurs ne seraient pas arrivés. La vision était correcte mais sous estimait deux autres éléments qui se révélèrent fondamentaux par la suite. Le mouvement tribaliste ASSEBA (Association des étudiants BAHUTU) financé et endoctriné par les syndicalo-chrétiens belges constituait tou-

jours la pépinière des fantoches qui se retrouveront à la tête de la tentative du coup d'Etat de 1969 et de l'invasion de 1972. D'autre part, ainsi que l'a démontré l'invasion de mai 1972, l'unité nationale serait toujours menacée tant que les syndicalo-chrétiens belges garderaient la même attitude revancharde et agressive à l'égard du BURUNDI.

A) LA PROCLAMATION DE LA REPUBLIQUE

La proclamation de la République le 28 Novembre 1966 fut une nouvelle démonstration, comme en septembre 1961 lors de la victoire de l'UPRONA sur le colonialisme que la volonté et le potentiel d'unité nationale burundaise sont inépuisables.

Autour du Colonel Michel MICOMBERO, tous les patriotes sans distinction d'ethnie : soldats, étudiants, jeunesse, syndicalistes, fonctionnaires et paysans s'unissent pour renverser la monarchie décadente et inféodée à la domination étrangère, sans effusion de sang et sans coup férier. C'était un coup terrible contre les néocolonialistes, la monarchie, les féodaux et les tribalistes.

A la tête des nouvelles institutions républicaines se trouvaient non plus des féodaux et des tribalistes mais des jeunes patriotes issus des couches laborieuses modestes (HUTU et TUTSI). Au gouvernement, au sein des forces armées, des organisations de masse : parti, syndicat (U.T.B.) JRR (Jeunesse Révolutionnaire RWAGASORE) U.F.B. (Union des femmes Burundaises) les leaders et les responsables sont des fils de petits paysans, n'ayant eu aucune attache avec le colonialisme ou les féodaux et ne devant leur situation à aucun privilège de naissance ou de classe.

Par contre les anciens féodaux et les tribalistes avaient entre eux des affinités politiques et sociales. Toujours alliés aux néocolonialistes, ils avaient adopté une ligne politique anti-populaire et antinationale. Plusieurs chefs du mouvement tribaliste et inspirateurs des différents coups d'Etat (1965) NYANGOMA, BENYAGUJE, BAMINA, MIREREKANO (1965) KABURA (1969) etc étaient soit des fils d'anciens féodaux (sous chefs) ou grands propriétaires fonciers, soit des anciens chefs comme MPO-

ZENZI. L'étiquette démocratique dont ils s'affublèrent n'était qu'un trompe l'œil pour camoufler leurs ambitions égoïstes et leur collaboration avec les syndicalo-belges.

B) LE NOUVEAU PROGRAMME DU REGIME ISSU DE LA REVOLUTION DU 28 NOVEMBRE 1966

L'unité de toutes les couches de la population en particulier des HUTU et des TUTSI est un legs de nos ancêtres que la domination étrangère essaiera toujours de nous ravir mais sans jamais y parvenir. Cette unité est basée sur deux principes :

1° La défense et la consolidation de notre indépendance politique économique et culturelle.

2° La promotion d'une véritable démocratie pour tous sans distinction d'ethnie ou de sexe ; ce qui suppose l'égalité des chances de tous à l'école, dans l'emploi et dans la vie politique. Le seul critère de promotion dans tous les domaines c'est la compétence, l'attachement aux idéaux du nouveau régime mais jamais l'appartenance ethnique.

3° Enfin la mise sur pied d'une politique étrangère fondée sur l'amitié, l'entente et la coopération avec tous les Etats du monde sans considération de leur idéologie ou leur système social.

La coopération de notre pays avec les autres Etats est fondée sur les principes a) de la non ingérence dans les affaires intérieures de notre pays b) du respect de notre souveraineté et de notre intégrité territoriale.

Ces principes ont été immédiatement mis en application. Tandis que de larges progrès sont réalisés dans la consolidation de notre indépendance économique et culturelle, des mesures concrètes ont permis la promotion de la démocratie pour tous sans distinction d'ethnie, c'est ainsi que les frais scolaires furent supprimés pour les enfants des conditions modestes tandis que la participation aux décisions politiques était rendue possible par des organisations de masse : parti UPRONA, Syndicat UTB, mouvement de Jeunesse JRR et organisation des femmes UFB. Et comme la compétence technique et l'attachement aux nouveaux

idéaux n'est pas l'apanage d'une ethnie les TUTSI et les HUTU se retrouvent dans toutes les organisations et les institutions politiques, économiques, culturelles et militaires. C'est cela que nous appelons la démocratie. La démocratie à la « Syndicalo-chrétienne belge nous n'en voulons point ».

Dans le domaine des relations extérieures nos actions sont éloquentes. Soutenant la cause juste du peuple zairois, nous étions aux côtés des forces qui luttèrent contre la sécession Katangaise et son leader fantôme Tschombé. A nos risques et périls, nous avons prêté un appui logistique aux forces de libération du Président MOBUTU pour chasser les mercenaires de Schrame de leur réduit à BUKAVU. Enfin pour promouvoir un climat d'entente avec le RWANDA des mesures concrètes furent prises non seulement pour faire régner l'ordre et la paix sur nos frontières Communes mais aussi pour lui venir en aide dans des moments de difficultés économiques.

En dépit ou à cause de notre politique basée sur l'unité de tous les citoyens Burundais autour d'une véritable démocratie accordant l'égalité des chances pour tous sans exception, en dépit ou à cause de notre politique extérieure d'ouverture au monde, nos ennemis, nous voulons dire les ultras des syndicats-chrétiens belges et leurs valets tribalistes ne s'avouèrent pas vaincus. Deux autres tentatives de génocide furent organisées en 1969 et en 1972.

C) LA 2ème TENTATIVE : 20 SEPTEMBRE 1969

La tentative de 1969 fut précédée par des actions de sabotage et d'infiltration.

Après avoir fait sauter nos abris à munitions (mars 1969) et introduit des agents déguisés en prêtres (juin 1969) qui apportèrent aux tribalistes fantoches des postes émetteurs et des fonds importants (5 millions de francs Belges); ils déclenchèrent leur 2ème action génocide à partir de Gitega. Grâce à la vigilance de nos services de sécurité, aucune victime ne fut déplorée. Il est bon de noter que tous les chefs de la conspiration étaient les adhérents ou les leaders du mouvement tribaliste ASSEBA.

Après cet échec, des préparatifs plus importants furent organisés.

3ème PARTIE :

La 3ème tentative ou le déchaînement des Syndicalo-chrétiens belges

La 3ème tentative dépassa en ampleur, en préparation et en cruauté tout ce qui avait été fait antérieurement. Cette fois-ci il fallait réussir. Un entraînement militaire fut organisé à l'extérieur. Des fonds énormes furent collectionnés (plus de 50 millions de Frs Belges). Fait également sans précédent la presse syndicalo-chrétienne (La Cité et le Soir) se déchaînèrent pour couvrir l'opération, camoufler leur ignoble participation et discréditer le BURUNDI. D'autre part, les débris des anciens forces mulélistes furent contactés. Une alliance fut conclue aux termes de laquelle, en cas de victoire les mulélistes se serviraient du BURUNDI comme base de retranchement pour des actions d'attaque contre le Zaïre.

Fait également sans précédent, plus de 300 ressortissants Rwandais furent entraînés et participèrent à l'invasion. Nous avons préféré garder le silence sur cette affaire mais l'attitude ultérieure du gouvernement Rwandais nous a convaincu qu'il s'était allié à nos ennemis pour porter atteinte à notre intégrité territoriale et saper les bases de notre unité.

I. LE FILM DES EVENEMENTS.

C'est le 29 avril. Presque à la même heure (entre 7h00' et 8h00' du soir), des bandes d'environ 25.000 nationaux et étrangers, armées de machettes empoisonnées, de massues, d'armes automatiques et de Cocktails Molotov, déferlent sur le Burundi : au Sud (Nyanza-Lac-Rumonge), à l'Ouest (Bujumbura, la capitale) au Centre (Gitega) et à l'Est (Cankuzo).

A Bujumbura vers 8h30' plusieurs groupes de rebelles courent, près du Camp Muha, les antennes de la Voix de la Révolution. Deux Officiers : le Capitaine Kinyomvyi et le Lieutenant Ndayikeza qui étaient sortis du Mess des Officiers pour s'enquérir

de ce qui se passait sont sauvagement mutilés à coups de machettes. Les forces de l'ordre interviennent.

Une partie des criminels parviennent à s'enfuir vers la ville. Ils tuent les militaires et les civils qui rentrent vers le camp Muha et la banlieue de Musaga. Une dizaine de véhicules sont réduits en cendres.

Mais les groupes qui attaquent Bujumbura ne sont qu'un fragment d'un contingent de 14.600 personnes qui étaient encore occupés à massacrer les populations de la région de Nyanza-Lac et Rumonge et celles situées sur l'axe routier Bujumbura — Nyanza-Lac.

D'autre part, plus de 9.000 rebelles envahissent par le Sud-Est en direction de Bururi. C'est dans cette région qu'ils établissent un véritable camp de retranchement et qu'ils plantent leur drapeau vert-rouge-vert. Les postes de Vyanda, Makamba le Mabanda sont investis. Toujours dans les mêmes heures soit entre 7h00 et 8h30' du soir, le poste de Cankuzo à l'Est du pays est assailli par quelques centaines de ces criminels mais ils sont rapidement taillés en pièces par les forces de sécurité de la Brigade de Cankuzo.

La ville de Gitega est également assiégée. C'est au cours de l'attaque de cette ville que l'ex-roi Ntare V trouve la mort.

Dans toutes les régions assiégées, des groupes d'auto-défense civile composés de Hutu et de Tutsi se constituent sous l'égide du Parti et des Mouvements intégrés et secondent les forces de l'ordre qui ont fait preuve d'un courage remarquable. Neuf jours après, le Chef de l'Etat le Colonel Michel Micombero pouvait annoncer sur les antennes de la Radio la mort de la majorité de ces criminels et la mise en déroute des quelques débris restant de la rébellion. Toutes ces bandes attaquent et massacrent de la même manière. Ils prennent tous une drogue qui rend les yeux rouges et les met dans un état d'excitation aiguë. Ils sont convaincus que leur peau devient imperméable aux balles qui, selon eux, se transforment en eau d'où le slogan qu'ils lancent : « Mayi, Mayi. » C'est-à-dire les balles ne sont que de l'eau. Leur corps est couvert de tatouages et de scarifications destinées à les protéger également

contre les balles. Ils ne se contentent pas de tuer leurs victimes : d'abord ils mutilent les enfants quel que soit leur âge, et en présence de leurs parents neutralisés. Ils s'attaquent ensuite aux femmes auxquelles ils font subir des atrocités inqualifiables ; elles sont éventrées si elles sont enceintes. C'est enfin le sort des hommes et des vieillards qui sont sauvagement assassinés. Les maisons sont incendiées après avoir été pillées.

Très vite, il apparut que ces criminels ne massacrent pas indistinctement ; dans tous les postes et toutes les localités qu'ils assiégeaient ces brutes étaient guidés par les indicateurs qui leur désignaient toujours les victimes d'une même ethnie. Mais il est réconfortant de constater que plusieurs qui n'étaient pas de l'ethnie à exterminer ont préféré mourir plutôt que d'assassiner leurs frères. D'autres ont choisi la fuite. Le dénombrement effectué par les équipes de volontaires chargés d'inhumer les corps des victimes porte à près de 50.000 le nombre des morts sans parler des disparus et des réfugiés en Tanzanie et au Zaïre.

Le nombre impressionnant des victimes (près de 50.000 dénombrés), l'ampleur des moyens employés, les plans, cartes et documents, saisis montrent à suffisance que les agresseurs ne voulaient pas seulement renverser les institutions républicaines mais qu'ils avaient un plan minutieusement préparé à savoir l'extermination systématique de toute une ethnie : les Tutsi.

Voici d'abord ce que dit un des nombreux tracts qui étaient distribués dans la région de Rumonge :

1. Debout, tous comme un seul homme. Armez-vous de lances, de serpettes, de machettes, de flèches et de massues et tuez tout Tutsi où qu'il se trouve.

2. Que tous nos partisans s'unissent pour exterminer jusqu'au dernier tout Tutsi quel qu'il soit, militaire et dirigeant.

3. Attaquez-vous aux Ministres, aux Gouverneurs, aux Commissaires, aux Administrateurs, aux Conseillers, aux Cadres du Parti uniquement Tutsi. Massacrez-les avec leurs femmes et enfants, n'hésitez pas d'éventrer les femmes enceintes.

4. Rivalisons de courage, de discipline, d'agilité pour exter-

miner tout homme, toute femme et tout enfant de l'ethnie tutsi et que l'histoire n'en parle plus.

5. Pas d'emprisonnement, pas de jugement pour les Tutsi : Tous, femmes et enfants dans la tombe !.

Ainsi fut écrit, ainsi fut fait. Toutes les autorités Administratives de Bururi : Commissaires d'Arrondissement, Administrateurs communaux, Procureur de la République, Substituts, Médecins, Comptables en tout 40 personnes, furent tuées après avoir été ignominieusement mutilées, sans compter leurs femmes et enfants.

D'autre part, une carte saisie au domicile d'un des chefs des rebelles, l'ex-ministre des Télécommunications M. Bubiriza Pascal est sans équivoque. Toutes les régions à prédominance tutsi étaient hachurées. Lui-même devait déclarer devant le Parquet que c'est dans ces régions que les massacres devaient s'opérer.

Environ 25.000 personnes nationaux et étrangers surtout mutilés s'étaient entraînés en dehors du Burundi au maniement des armes et aux actions de sabotage. Les participants étaient liés par le serment de ne jamais trahir quoi qu'il arrive.

Des liaisons étaient établies avec d'autres criminels résidant au Burundi. Les correspondants collectaient toutes les deux semaines des fonds de soutien. C'est à leur domicile que furent saisies des caisses de drogues (opium etc), des armes automatiques et des machettes. Des sommes importantes près de 50 millions de nos francs) furent également saisies chez les dirigeants Burundi du mouvement ainsi que des listes noires des autorités administratives à tuer.

LE PARTI UPRONA et les mouvements intégrés devaient être dissous tandis qu'un nouveau parti était déjà créé.

Le jour de l'attaque, des soirées dansantes étaient organisées sur l'ensemble du pays et jusque dans les plus petits postes à l'initiative des chefs du mouvement et cela dans le but d'exterminer facilement tous les Tutsi.

Voilà la vérité nue et pénible. Mais malgré la mort dans des conditions atroces de milliers d'innocents, les Pouvoirs publics

n'ont pas appliqué la loi du talion. Notre pays, de culture humaniste séculaire sait que la responsabilité est individuelle. Seuls les coupables ont été châtiés.

NOTES ET REFERENCES

- (33) Un dicton burundais illustre cette idée de la prééminence des relations sociales sur les liens de sang BAFANA IKI, BARUTWA na BAMARANIRANIYE IKI
- (4) Pierre Ryckmans : Dominer pour servir p. 164
- (5) Robert Schmidt : Abatare et Abezi document non publié février mars 1953 cité par René Lemarchand : RWANDA and BURUNDI PRAEGER Publishers - LONDON. N.Y. Washington pp. 315-316
- (6) Ibidem
- (7) Ici nous ne mettons pas en cause la bonne foi probable de certains hommes de science coloniaux. Mais il est pour le moins étonnant que les meilleurs écrits sur la société traditionnelle burundaise proviennent de professeurs ou de missionnaires non belges.
- (8) Hiernaux : Analyse des variations des caractères physique au RWANDA-URUNDI et au KIVU. Annales du Musée Royal du Congo Belge Anthrop v 1 III Vol III Tervuren 1953
- (9) D. Hertefeld et J.J. Maquet : Elections en société féodale. A.R.S.C. t. XXI fasc 2, 1959 Bruxelles.
- (10) Voir les nombreux articles des journaux belges notamment —, Pourquoi Pas du 2-3-1962
— Le Soir des 4,5,6 mars 1962
— La Cité des mêmes dates
- (11) Voir le Soir et la Cité des 4,5 décembre 1966
- 11bis) NIQUEAUX : Revue nouvelle n° du 15-2-1966 p. 178
11 ter R. Lemarchand op. Cit. P 345
- (12) Van Bilsen : Vers l'indépendance du Congo et du RWANDA-URUNDI, p. 233
- (13) P.H. Spaak : Combats inachevés p. 311-312

NIQUEAUX : in Revue nouvelle n° du 15 mai 1966 pp. 472-479 et n° du 15 fév. 1966 p. 178

- (14) Voir les nombreuses études sur le massacre des Tutsi au Rwanda notamment : R. Lemarchand op. cit. p 116 et S
: Le Journal le Monde 4 février 1964
- (16) C'est Mr. J. BRUCK qui est à l'origine des nombreuses prises de position partisans de la Commission Internationale des Juristes (notamment celle du 8 janvier 1966)
- (17) 1) Livre blanc sur l'assassinat du Prince Louis RWAGASORE
2) René Lemarchand op. cit. 345
- (18) René Lemarchand op. cit. p. 344.345
- (19) Ibidem
- (20) Ibidem p. 324, Bernard AUPENS : Le Monde diplomatique n° 219 p. 14 juin 1972
- (21) Présence Africaine 1961 4° trimestre p. 202.203
- (22) Voir notamment 1) Livre blanc sur l'assassinat du Prince Louis RWAGASORE
2) Report of the United Nations Commission for RWANDA-URUNDI on the assassination of the Prime Minister of BURUNDI
- (23) NIQUEAUX : op. cit., n° 15 février 1966 p. 178
- (24) R. Lemarchand op. cit. p. 340
- (25) C'est nous qui précisons les fonctions
- (26) IATROU était un des assassins, de nationalité grecque parent à KAGEORGIS et grand ami du Gouverneur HARROY.
- (27) Mme BELVA fut l'intermédiaire entre HARROY, REGNIER et NTIDENDEREZA.
- (28) René Lemarchand op. cit. 341
- (29) Lettre de NTIDENDEREZA à l'un de ses amis prêtres
- (30)-Dossier judiciaire et administratif de l'affaire RWAGASORE -Livre Blanc sur l'assassinat du Prince RWAGASORE p. 124
- (32) René Lemarchand op. cit. p. 368 et 382

- (33) Ibidem p. 349
(34) Voir lettre de deux étudiants tribalistes au Ministre BUBIRIZA document non publié
(35) Ibidem
(36) Voir les journaux belges La Cité et le Soir des 7 au 10 janvier 1965
(37) cfr les nombreux tracts des membres de l'ASSEBA (Association des Etudiants BAHUTU).



ANNEXES :

Interview du Président de la République à un journaliste de l'Agence Zaire-Presse :

Q. 1. — Monsieur le Président, les citoyens zairois ont appris avec émotion les derniers événements tragiques qui ont secoué votre pays mais les zairois n'ont pas pu, malheureusement saisir la portée exacte ni suivre le film de ces événements par le fait que les informations diffusées par des agences internationales étaient souvent contradictoires et même effrayantes, raison pour laquelle la presse zairoise s'abstenait de les exploiter. Pourriez-vous, à travers l'AZAP, nous dire quelle était l'origine de ces événements, quels sont les éléments moteurs qui en tiraient les ficelles, donc les meneurs, comment le drame a éclaté et de quelle manière a-t-il été maté ? En bref le film de ces événements.

R. — Nous tenons à remercier « l'Agence Zaire-Presse » qui, étant consciente des écueils multiples que les pays africains rencontrent sur le chemin de leur unité et de leur indépendance, ne s'est pas contentée de reprendre les mensonges de certains journaux mais a bien voulu vous envoyer sur place pour rétablir la vérité.

Le drame que le Burundi vient de vivre ne peut se comprendre sans une référence à la politique coloniale.

Notre pays est l'un des plus anciens Etats d'Afrique, qui avait atteint un degré d'unité et de cohésion tel que les différentes composantes humaines parlaient une seule langue, vivaient sous une autorité unique et partageaient la même culture. La symbiose n'était pas seulement politique et culturelle, mais aussi sociale, car les métissages nombreux tendaient à faire disparaître jusqu'aux différenciations et aux consciences ethniques.

Le colonisateur pour ses objectifs de domination, s'employa à ressusciter les différences et les solidarités ethniques par une politique calculée et systématique.

D'abord, il obligeait les Burundi à porter une pièce d'identité mentionnant non seulement l'origine ethnique mais aussi l'appar-

tenance clanique.

Par ailleurs, toute une littérature coloniale pseudo-scientifique se mit à relever tout ce qui peut diviser les différentes couches de la population.

Ainsi beaucoup de clichés et d'idées reçues sur notre pays datent de la période coloniale.

Enfin, le colonialisme va bloquer la modernisation du pays en réservant le peu d'enseignement qu'il y avait, c'est-à-dire quelques écoles moyennes et techniques — à quelques privilégiés de la classe dirigeante traditionnelle. La masse de la population des deux ethnies (Hutu et Tutsi) n'avait pas accès à l'éducation moderne.

Au moment de la lutte pour l'indépendance (soit en 1960 et 1961), le colonialisme va raffiner et amplifier ses méthodes de division. Pour faire échec au mouvement de l'indépendance nationale, le colonisateur va susciter de nombreux groupuscules n'ayant d'autre programme que le tribalisme. Dès cette époque, les partisans du tribalisme n'ont point comme mot d'ordre l'unité nationale ni même l'indépendance mais la division ethnique.

Mais pour camoufler leur jeu divisionniste et d'agents du colonialisme, les dirigeants du mouvement tribaliste vont s'octroyer l'étiquette de démocrate. Le vieux cliché colonialiste est remis sur le tapis : les tutsi minoritaires sont les exploités et les hutu majoritaires sont des exploités.

Cette dichotomie simpliste ne correspondait pas du tout à la réalité. Du reste, la victoire écrasante le 18 septembre 1961, de toutes les forces patriotiques, groupées au sein du parti UPRONA, sur le front des agents du colonialisme et de la division, est la meilleure preuve de la fausseté de cette affirmation. Le peuple tout entier a tranché le débat et a montré de manière claire qui était l'exploiteur et qui était l'agent de la division.

Après l'échec de 1961, les néocolonialistes et leurs agents ne s'avouèrent pas vaincus. En 1965, les auteurs du coup d'Etat manqué se livrèrent au massacre des populations innocentes : vieil-

lards, femmes et enfants d'origine tutsi.

Tout le pouvoir était pourtant pratiquement entre les mains des Hutu : majorité à l'Assemblée nationale, au Sénat et au gouvernement sans oublier l'armée nationale. La preuve était ainsi faite que certains de nos compatriotes étaient bien loin de poursuivre des objectifs démocratiques mais au contraire servaient des intérêts doublement rétrogrades. C'est-à-dire tribalistes et néo-colonialistes. Ils voulaient asservir le Burundi à la domination néo-coloniale après avoir exterminé leurs frères.

Les objectifs et les méthodes étaient identiques lors du coup d'Etat avorté de 1969. Il s'agissait à nouveau de livrer le Burundi à l'exploitation étrangère après l'avoir privé d'une partie de ses habitants.

La tentative de cette année a atteint un niveau de préparation et d'organisation plus perfectionné que les précédentes. Aussi le nombre des victimes d'origine tutsi s'élève à 50.000, les uns après avoir été mutilés d'autres crucifiés ou empalés.

Ici nous voudrions, encore une fois, démentir les allégations selon lesquelles les pouvoirs publics se sont livrés au génocide des Hutu. Seuls les coupables ont été punis et les innocents n'ont point été inquiétés. Comme nous l'avons déjà expliqué, le génocide suppose que l'on s'en prend à tous les innocents, hommes, femmes et vieillards. Or, il n'en a rien été. Et comment les pouvoirs publics auraient-ils pu organiser le génocide des Barundi d'origine hutu alors que la défense du territoire contre les agresseurs a été assurée dans une grande partie du pays par des groupes de défense civile composés en majorité de Barundi de l'ethnie hutu ?

La défense du territoire par l'ensemble de la population de toute origine contredit également l'affirmation selon laquelle les troubles ont été provoqués par un soulèvement des masses.

Nous voudrions également dénoncer la tactique bien connue des néo-colonialistes et de leurs agents qui consiste à semer la confusion dans les esprits.

Pour nous, la démocratie ne peut être tribaliste. Elle ne con-

siste pas dans la défense des intérêts d'une ethnie mais dans la défense des droits de tous les Burundi à quelque ethnie qu'ils appartiennent.

La démocratie n'est pas anti-nationale car elle doit tendre à unir tous les Burundi autour des idéaux d'égalité de justice et de fraternité. Elle ne peut constituer un instrument de division entre les mains de la domination étrangère et de ses agents.

Nous saisissons également cette occasion pour réaffirmer, aux yeux du monde, que seuls les moyens pacifiques sont les meilleurs pour faire triompher une idée ou un droit. Nous sommes sûrs qu'aucun gouvernement au monde ne peut tolérer que la violence et encore moins le génocide soient des moyens de revendication.

Q. 2. — Les auteurs de ces événements ou, selon la presse burundaise, les auteurs de la révolte bahutu reprocheraient-ils quelque chose à votre régime et quoi exactement ? Et quel but poursuivaient-ils en se soulevant ?

R. Dans ma réponse à votre première question, vous avez pu remarquer qu'il ne s'agit pas de révolte des hutus et encore moins d'un soulèvement. Ce crime contre le peuple burundais et contre l'humanité a été le fait de quelques individus à la solde de certaines puissances étrangères. Le peuple burundais à ma connaissance n'avait rien à reprocher au régime républicain qui puisse justifier de telles atrocités contre de simples citoyens éloignés du pouvoir et vivant des ressources de leur seul travail. Le peuple burundais a pourtant, tout comme les Zairois, les meilleurs moyens pour faire aboutir ses revendications. Le Parti UPRONA, auquel toutes les forces vives de la Nation ont adhéré, constitue le seul pouvoir existant au Burundi et un instrument efficace aux mains du peuple.

A travers celui-ci, le peuple exerce réellement le pouvoir depuis la colline jusqu'au sommet de l'Etat. Donc, si le peuple burundais avait quelque chose à reprocher au régime républicain, il pouvait tout simplement user des pouvoirs dont il dispose à travers le Parti pour faire aboutir ces revendications. Vous voyez

donc qu'il ne s'agit ni d'une révolte ou d'un soulèvement mais d'une agression extérieure servie par des Burundais guidés par leurs seuls propres intérêts. Les masses populaires sont non seulement étrangères à ces événements mais au contraire ont constitué un front uni pour repousser l'agression.

Q. — Peu avant que cette révolte ait lieu, vous avez, Monsieur le Président, renvoyé purement et simplement votre cabinet, tout votre cabinet. Peut-on donc croire, par là que vous auriez déjà eu vent de ce soulèvement et, surtout, de la complicité de tous les membres de votre gouvernement dans cette révolte ?

R. — Il est vrai que le Gouvernement avait été démis le jour même de l'attaque. Mais beaucoup de ses membres vous en voudraient de vouloir les mêler à ce crime et aux atrocités qui l'ont accompagné. Le fait est que certains ministres, ont, une infime minorité, été soupçonnés ainsi que certains de leurs collaborateurs de se livrer à quelque activité illicite. Mais j'étais loin de me douter qu'il s'agissait d'une action visant non seulement à renverser les institutions républicaines mais encore à perpétrer un génocide pur et simple. Ce n'est qu'après que la lumière a été faite dévoilant le rôle de certains membres du gouvernement dans la tragédie à laquelle était livrée le Burundi. Mais au départ, le gouvernement avait été démis parce que dans l'ensemble le peuple et moi-même n'avions plus beaucoup de confiance en lui.

Q. — Monsieur le Président, selon la Presse internationale, singulièrement la Presse occidentale, il s'agirait du génocide au Burundi des Bahutu. Or, suivant la presse burundaise, il serait question du génocide plutôt des Batutsi par les Bahutu. Mais que pouvons-nous retenir ici ?

R. — En faisant l'historique de ces événements, vous aurez remarqué que je suis remonté à leurs origines les plus lointaines. Le fait à retenir est que certaines puissances étrangères s'attaquent à détruire l'unité et l'intégrité du peuple burundais. Il saute aux yeux que cette presse qui nous accable maintenant est au service de ces mêmes puissances. Vous aurez remarqué que toute cette presse passe sous silence les événements qui ont provoqué l'inter-

vention du peuple et de ses représentants. C est un fait singulier et significatif. On défend les coupables et on ne verse même pas une arme pour les victimes. Au lieu de panser nos blessures, on essaie encore d'élargir les plaies. Non, il n y a pas eu de génocide dont les Bahutu auraient été victimes mais seuls les coupables du génocide des Batutsi ont été punis. Ce dernier a été clairement établi. Il y a eu au début des exécutions et le nombre des victimes (50.000) est effrayant. Cela ne suffit-il pas ? Quel pays, je vous le demande ou quel régime laisserait périr une partie de sa population fût-elle minoritaire ? Dans les démocraties occidentales sans doute ? La vérité est que la République a utilisé les moyens propres à défendre son intégrité et son indépendance. C'est non seulement un droit mais encore un devoir.

Q. — Dans les événements qu'a connu le Burundi, il s'est trouvé comme par hasard, Monsieur le Président, un élément très délicat et fort surprenant que tous les Zairois n'ont pas encore compris. Il s'agit, vous pourriez le deviner Monsieur le Président d'un groupe de rebelles auxquels on a fait porter l'étiquette de « Mulélistes » et qui, laissait-on entendre à Bujumbura, seraient venus d'on ne sait où pour aider des Bahutu à renverser votre régime. En fait, ne s'agirait-il pas de vrais rebelles burundais que certains mécontents et ennemis de la République du Zaïre ont voulu présenter pour des « Mulélistes » dans le but non avoué de discréditer le Zaïre et, pourquoi pas, de l'impliquer inutilement dans la situation interne du Burundi ?

R. — Non il ne s'agit pas d'allégation ou d'affirmation mensongères destinées à semer le trouble dans les relations entre la République du Zaïre et notre Pays. Il s'est trouvé réellement parmi les attaquants des éléments zairois qui peut-être ne sont plus recensés dans leur pays. Vous savez que le Burundi abrite plus de cinquante mille zairois et que l'échange de populations entre nos deux pays est considérable particulièrement à travers le lac Tanganyika. Vous êtes sans oublier non plus qu'après leur défaite les troupes de Soumialot et de Pierre Mullele se sont fixés soit au Burundi ou en Tanzanie.

Croyez-vous que ces bandits ont depuis lors changé le fusil d'épaule pour devenir des citoyens honnêtes et travailleurs ? Croyez-vous qu'ils ont pu échapper aux puissances qui avaient armé leurs bras contre votre pays ? Ce serait trahir votre pays et notre amitié que de lui cacher la vérité. Il y a eu intervention de zairois qui ne sont peut-être plus recensés chez vous ; mais ils ont été vus sur le champ de bataille et leur participation est incontestable. Plusieurs témoignages dans les régions sinistrées font état de leurs actions et la justice en détient des preuves irréfutables.

Mais vous aurez remarqué que les relations entre nos deux pays n'en ont pas souffert mais au contraire la République du Zaïre est venue à notre secours. Cela est normal car les pays africains doivent s'épauler pour protéger leur indépendance d'autant plus que les puissances qui avaient armé ces bandits ne limitaient pas leurs visées au seul Burundi mais à tous les pays qui veulent poursuivre une politique indépendante. Le Zaïre a un passé plein d'expérience de ce genre d'intervention.

INTERVIEW DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE A L'ENVOYE SPECIAL DE « JEUNE AFRIQUE ».

Q. — Monsieur le Président, les récents incidents qui ont endeuillé le Burundi ont suscité une très vive émotion en Afrique et dans le monde. Comment, selon vous, s'explique leur origine et leur ampleur ?

R. — L'émotion provoquée en Afrique et dans le monde par les récents événements qui ont endeuillé notre pays, s'explique surtout par le caractère tendancieux et malhonnête des informations qu'une certaine presse s'est plu à répandre à travers le monde. Nous tenons du reste à remercier « Jeune Afrique » qui, étant conscient des écueils multiples que les pays africains rencontrent sur le chemin de leur unité et de leur indépendance ne s'est pas contenté de reprendre les mensonges de certains journaux, mais a bien voulu vous envoyer sur place pour rétablir la vérité.

Le drame que le Burundi vient de vivre ne peut se comprendre sans une référence à la politique coloniale.

Notre pays est l'un des plus anciens Etats d'Afrique qui avait atteint un degré d'unité et de cohésion telles que les différentes composantes humaines parlaient une seule langue, vivaient sous une autorité unique et partageaient la même culture. La symbiose n'était pas seulement politique et culturelle mais aussi sociale car les métissages nombreux tendaient à faire disparaître jusqu'aux différenciations et aux consciences ethniques.

Le colonisateur, pour ses objectifs de domination, s'employa à ressusciter les différences et les solidarités ethniques par une politique calculée et systématique.

D'abord, il oblige les Barundi à porter une pièce d'identité mentionnant non seulement l'origine ethnique mais aussi l'appartenance clanique.

Par ailleurs toute une littérature coloniale pseudo-scientifique se mit à relever tout ce qui peut diviser les différentes couches de la population.

Ainsi beaucoup de clichés et d'idées reçues sur notre pays datent de la période coloniale. Enfin le colonialisme va bloquer la modernisation du pays en réservant le peu d'enseignement qu'il y avait, c'est-à-dire quelques écoles moyennes et techniques, à quelques privilégiés de la classe dirigeante traditionnelle. La masse de la population des deux ethnies (Hutu et Tutsi) n'avait pas accès à l'éducation moderne.

Au moment de la lutte pour l'indépendance (soit en 1960 et 1961) le colonialisme va raffiner et amplifier ses méthodes de division. Pour faire échec au mouvement de l'indépendance nationale, le colonisateur va susciter de nombreux groupuscules n'ayant d'autre programme que le tribalisme. Dès cette époque, les partisans du tribalisme n'ont point comme mot d'ordre l'unité nationale ni même l'indépendance mais la division ethnique. Mais pour camoufler le jeu de division et d'agent du colonialisme, les dirigeants du mouvement tribaliste vont s'octroyer l'étiquette de démocrate. Le vieux cliché colonialiste est remis sur le tapis : les Tutsi minoritaires sont les exploités et les Hutus majoritaires sont exploités. Cette dichotomie simpliste ne correspondait pas du

tout à la réalité. Du reste la victoire écrasante le 18 septembre 1961 de toutes les forces patriotiques, groupées au sein du parti Uprona sur le front des agents du colonialisme et de la division est la meilleure preuve de la fausseté de cette affirmation. Le peuple tout entier a tranché le débat et a montré de manière claire qui était l'exploiteur et qui était l'agent de la division.

Après l'échec de 1961, les néocolonialistes et leurs agents ne s'avouèrent pas vaincus. En 1965, les auteurs du coup d'Etat manqué se livrèrent au massacre des populations innocentes : vieillards, femmes et enfants d'origine tutsi.

Tout le pouvoir était pratiquement entre les mains des dirigeants d'origine Hutu : majorité à l'assemblée nationale, au sénat et au gouvernement sans oublier l'Armée Nationale. La preuve était ainsi faite que certains de nos compatriotes étaient bien loin de poursuivre des objectifs démocratiques mais au contraire servaient des intérêts doublement rétrogrades. C'est-à-dire tribalistes et néocolonialistes. Ils voulaient asservir le Burundi à la domination néocoloniale après avoir exterminé leurs frères.

Les objectifs et les méthodes étaient identiques lors du coup d'Etat avorté de 1969. Il s'agissait à nouveau de livrer le Burundi à l'exploitation étrangère après l'avoir privé d'une partie de ses habitants.

La tentative de cette année a atteint un niveau de préparation et d'organisation plus perfectionné que les précédentes. Aussi le nombre des victimes d'origine tutsi s'élève à 50.000 — les uns laprès avoir été mutilés, d'autres crucifiés ou empalés.

De plus les 25.000 assaillants qui ont déferlé sur notre pays en provenance de l'étranger étaient composés de «muléistes». C'est dire que l'attaque dont le Burundi a été victime s'inscrivait dans un plan d'envergure visant d'autres pays.

Ici nous voudrions, encore une fois, démentir les allégations selon lesquelles les pouvoirs publics se sont livrés au génocide des hutu. Seuls les coupables ont été punis et les innocents n'ont point été inquiétés. Comme nous l'avons déjà expliqué le génocide sup-

pose que l'on s'en prend à tous les innocents, hommes, femmes, enfants et vieillards. Or, il n'en a rien été. Et comment les Pouvoirs Publics auraient-ils pu organiser le génocide des Barundi d'origine hutu alors que la défense du territoire contre les agresseurs a été assurée dans une grande partie du pays par des groupes de défense civile composée en majorité de Barundi d'origine Hutu. La défense du territoire par l'ensemble de la population de toute origine contredit également l'affirmation selon laquelle les troubles ont été provoqués par un soulèvement des masses.

Nous voudrions également dénoncer la tactique bien connue des néocolonialistes et de leurs agents qui consiste à semer la confusion dans les esprits.

Pour nous, la démocratie ne peut être tribaliste. Elle ne consiste pas dans la défense des intérêts d'une ethnie mais dans la défense des droits de tous les Barundi, à quelque ethnie qu'ils appartiennent. La démocratie n'est pas anti-nationale car elle doit tendre à unir les Barundi autour des idéaux d'égalité, de justice et de fraternité, elle ne peut constituer un instrument de division entre les mains de la domination étrangère et de ses agents.

Nous saisissons également cette occasion pour réaffirmer, aux yeux du monde que seuls les moyens pacifiques sont les meilleurs pour faire triompher une idée ou un droit. Nous sommes sûrs qu'aucun gouvernement au monde ne peut tolérer que la violence et encore moins le génocide soient des moyens de revendications.

Q. — On peut dire aujourd'hui que le Burundi a retrouvé le calme. Croyez-vous qu'il s'agit seulement d'un répit ou d'un retour définitif à la co-existence pacifique des ethnies au Burundi ?

R. — Nous avons déjà dit que notre pays a vécu pendant des siècles dans la cohésion et la co-existence des ethnies. Ce ne sont pas des difficultés de quelques années qui vont détruire définitivement l'œuvre séculaire de nos ancêtres. D'autre part nos ennemis oublient que le virus du tribalisme n'a pas atteint la grande masse de la population qui continue à vivre dans la fraternité.

Q. — Certaines réactions étrangères sont accompagnées de

menaces, notamment en ce qui concerne l'aide technique et l'assistance de la Belgique. En cas de suspension de cette aide le Burundi ne verrait-il pas ses efforts de développement sérieusement compromis ?

R. — La Belgique a effectivement menacé de couper toute aide au Burundi. Mais il faut ajouter que dès le lendemain le 2 juin le Ministre des Affaires Etrangères de Belgique Monsieur Pierre Harmel a remis une mise au point à la presse dans laquelle il a nuancé sa déclaration du 1er juin.

En réalité la Belgique coopère avec nous. Le mouvement n'est pas à sens unique. La Belgique a aussi des intérêts à sauvegarder dans notre pays. Mais nous ne croyons pas que le développement du Burundi serait compromis par la suppression de l'assistance belge dans la mesure où dans plusieurs secteurs nous comptons déjà sur nos propres forces et dans la mesure aussi où nous entretenons des relations de coopération avec un grand nombre de pays amis.

Q. — L'insurrection au Burundi semble avoir bénéficié de soutiens extérieurs. S'agit-il uniquement d'ingérences extérieures au continent ou pensez-vous qu'il y a aussi une certaine collusion de pays limitrophes ?

R. — L'insurrection a bénéficié de soutiens extérieurs mais il n'y a pas eu de collusion de pays limitrophes. Il vous souvient d'ailleurs que le Zaïre, la Tanzanie et la Zambie nous ont fourni une aide très appréciable.

Q. — Depuis l'instauration de la République, le Burundi vit sans constitution et sans Parlement. Avec le retour au calme et la pacification des esprits, envisagez-vous le rétablissement des institutions démocratiques dans un délai rapproché ?

R. — Selon nous, la démocratie, c'est d'abord l'esprit et accessoirement la lettre. Tous les pays qui ont une constitution et un Parlement ne sont pas nécessairement démocratiques. La démocratie ne présuppose pas une constitution et un parlement mais au contraire c'est la constitution et le Parlement qui présupposent un esprit démocratique. Pour cela, il nous fallait promouvoir l'u-

nité, asseoir la République, combattre l'esprit féodal, développer le patriotisme et le sens de l'intérêt général. Nous n'avons donc pas voulu le sacrifier à la mode en créant des institutions qui ne correspondaient pas à la réalité.

Mais d'un autre côté, la constitution et le Parlement peuvent contribuer à renforcer l'esprit démocratique. Aussi nous comptons rétablir ces institutions dans un délai rapproché.

Au demeurant, nous avons déjà fait connaître au peuple les grandes lignes de la constitution.

Q. — Quel voeu formulez-vous pour votre peuple à l'occasion du dixième anniversaire de son accession à l'indépendance ?

R. — L'unité dans le travail, facteur de progrès, tous trois conditions de la paix et de la fraternité.

INTERVIEW DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ACCORDEE AUX JOURNALISTES DE L'AGENCE FRANCE PRESSE ET DE L'O.R.T.F.

— Q. — Estimez-vous, Monsieur le Président, que l'ethnie Tutsi a été victime d'un génocide ?

R. — Je commencerai d'abord par remercier le gouvernement français avec lequel la République du Burundi entretient des relations d'amitié et de coopération très fructueuses d'avoir bien voulu vous envoyer au Burundi pour vous rendre compte de la réalité et ainsi pouvoir informer objectivement l'opinion publique française et internationale.

Pour répondre à votre question, il convient de jeter un regard en arrière. Le Burundi n'est pas un Etat créé par la colonisation. Ses populations vivaient en symbiose, depuis des siècles sous une même autorité, parlaient la même langue, avaient la même culture, partageaient les mêmes conditions économiques. Les divisions ethniques datent de la période coloniale ; elles ont été exacerbées au moment de l'indépendance et ont atteint leur sommet en 1965.

A cette époque-là l'ethnie hutu avait pratiquement le pouvoir entre ses mains ; c'est-à-dire la majorité des membres du Parti, la majorité à l'Assemblée Nationale et au Sénat, sans oublier

le gouvernement ou le premier ministre était hutu et la majorité des portefeuilles entre les mains des hutus.

Le coup d'Etat de 1965 ne s'est pas contenté de s'attaquer au pouvoir royal, ce qui pouvait s'expliquer, mais a déchaîné le massacre des populations tutsi, femmes et enfants et dans les mêmes conditions d'atrocité que celles prévalant actuellement.

Vous pouvez donc constater que l'ambition des Hutu de cette époque n'était pas seulement de prendre le pouvoir, mais d'éliminer physiquement leurs frères tutsi.

Le coup d'Etat manqué de 1969 visait exactement les mêmes objectifs mais l'action a été étouffée dans l'œuf.

La tentative de cette année-ci a atteint un degré de préparation et d'organisation beaucoup plus perfectionné que les précédentes. D'abord l'intention du génocide ressort très clairement des documents saisis et en particulier des nombreux tracts trouvés dans les poches des rebelles. Cette intention s'est bien matérialisée par les atrocités commises dans les régions sinistrées, mutilations, crucifixions, ampalements, non pas seulement des hommes adultes et des femmes mais aussi des enfants.

Par ailleurs, le nombre des victimes tutsis s'élève à plus de cinquante mille, chiffre connu d'après les équipes des volontaires chargés d'inhumer les morts. Vous voyez clairement donc que sans l'intervention des forces armées l'extermination de l'ethnie tutsi aurait été consommée.

Q. — Selon vous, Monsieur le Président, quelle a été l'origine, quels ont été les moyens et quel était le but de l'attaque lancée le 29 avril ?

R. — Les organes de la presse ont déjà répondu très largement à votre deuxième question dans la mise au point qu'ils ont distribué à la presse. En bref, je peux vous dire que les assaillants se sont entraînés en dehors de notre territoire — qu'ils étaient environ 25.000 dont plusieurs mulélistes.

Ils étaient drogués, armés de machettes, de serpettes, de massues, de cocktail Molotov et de très nombreuses armes automatiques. Quant au but qu'ils poursuivaient, ils l'ont clairement ex-

pliqué eux-mêmes dans les tracts dont je viens de vous parler ; et j'y ai suffisamment répondu dans la première question.

Q. — Jusqu'où allaient les complicités des assaillants au sein de la population, avez-vous une idée de leurs membres et quels moyens avez-vous dû mettre en œuvre pour reprendre la situation en main ?

R. — Les complicités étaient nombreuses, mais il est bon de constater qu'une partie très importante est restée attachée à la cause nationale, c'est ainsi que les groupes d'auto-défense civile étaient composées dans certaines régions en majorité de hutu qui repoussaient les assaillants au côté de leurs frères tutsi. Par conséquent, la défense de la population et du territoire a été assurée à la fois par l'armée nationale et par la population qui s'est organisée en groupes d'auto-défense.

Q. — On vous a, au cours de la reprise en main, accusé d'avoir cautionné un « génocide ». Est-ce une attaque à laquelle il est possible de répondre ?

R. — Le Président de la République, le Parti et l'administration sont responsables devant la Nation et l'Histoire de l'intégrité territoriale du Burundi et de l'unité de ses habitants.

En présence d'une agression extérieure mettant en danger non seulement le pouvoir mais encore visant à exterminer une partie de la population, les pouvoirs publics avaient non seulement le droit, mais le devoir de repousser l'attaque et de châtier les coupables. Faut-il réaffirmer que la responsabilité est individuelle et non collective ; seuls les coupables ont été châtiés et les innocents épargnés, sans toutefois oublier que le pays étant en guerre beaucoup de personnes ont été plutôt victimes de l'agression de rebelles.

D'autre part, nul, mieux que le Président de la République responsable du destin national n'a plus conscience que la force d'un pays réside dans sa population ; en tant que Chef de l'Etat de tous les Burundi sans distinction d'ethnie, il a pris toutes les mesures pour qu'aucun innocent ne soit inquiété.

Ainsi beaucoup de malfaiteurs qui ont voulu profiter de la

situation pour se livrer au pillage ou procéder à des réglements de compte ont été sévèrement châtiés.

Q. — Aurait-il été possible de rétablir la situation avec des moyens psychologiques uniquement ?

R. — Vous pouvez, vous-même répondre à la question. Avec près de 25.000 rebelles armés jusqu'aux dents et décidés à mettre le pays à feu et à sang, le Chef de l'Etat ne pouvait pas faire face à cette situation avec des discours uniquement.

Cependant, il a été possible de rétablir la situation par des moyens psychologiques et c'est ce qui a limité les dégâts. Dès que les organes d'information ont pu fonctionner, (notamment la radio), les populations ont pu savoir et juger les événements. Mais vous comprendrez qu'avec les drogues qui animaient les assaillants et le nombre d'étrangers qui ne comprenaient pas notre langue, des moyens psychologiques ne pouvaient avoir d'effets.

En dehors des assaillants donc, l'âme et la conscience des Burundais ont vibré à nos appels du calme et le résultat est que nous avons pu éviter la situation que nous réservaient nos ennemis.

Q. — Pensez-vous, Monsieur le Président, que votre pays et votre régime présenteront après cette crise le même visage ?

R. — Bien sûr le Pays a souffert, en perdant bon nombre de ses enfants, mais d'un autre côté, le Burundi possède suffisamment d'énergies pour panser ses blessures et promouvoir les conditions de paix, d'unité et de progrès. Le pouvoir a déjà pris des mesures pour assainir la situation. Dans cette tâche nous comptons non seulement sur nos propres forces, mais aussi sur l'amitié et la coopération de nombreux pays amis dont la France.

Q. — Votre régime a mis en cause un « impérialisme. De quelle hégémonie peut-il s'agir ?

R. — Le Burundi compte beaucoup d'amis. Mais certains pays dans leur soif de puissance et de domination cherchent à nous diviser et à nous affaiblir.

Cependant leurs attaques ne font que nous aguerrir. Quel que soit le camp auquel appartiennent ces pays, je peux vous af-

firmier que la République du Burundi a opté pour le non alignement et la non-imixtion dans les affaires intérieures des autres Etats. Jaloux de sa souveraineté, le Burundi ne tolérera pas d'une puissance quelconque s'imisce dans ses affaires intérieures.

Q. — Croyez-vous que la situation politique dans votre pays est maintenant rétablie, et pour combien de temps ?

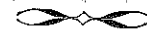
R. — Sans aucun doute la paix est rétablie sur toute l'étendue de la République bien que les ennemis extérieurs continuent toujours à semer la confusion et à diviser les Burundais. Le peuple burundais tout entier reste attaché aux institutions établies et c'est certain la vie reviendra rapidement à la normale et pour longtemps.



Rencontrant un journaliste du journal Belge La Libre Belgique le Colonel Michel Micombero a eu la conversation suivante que le journaliste a publiée.

Nous la reproduisons intégralement.

INTERVIEW QUE LE PRESIDENT MICOMBERO A ACCORDEE A UN JOURNALISTE DE LA LIBRE BELGIQUE



Parlons d'homme à homme, dit le Président ; pour moi il est désolant qu'à 8.000 kms d'ici on prétende connaître les faits exacts alors qu'ici, nous-mêmes, nous ne pouvons pour l'instant connaître toute la vérité. Mais il est évident qu'un fossé s'est creusé ; nous voulons le combler et à Bruxelles, on semble vouloir nous en empêcher.

Une chose est certaine, c'est qu'il y a eu une véritable tentative de génocide contre les tutsis. Tous devaient être tués de même que les Hutus qui refusaient de suivre les rebelles. La presse belge n'a pas dit cela. J'ai vu de mes propres yeux des hommes crucifiés, des femmes éventrées, des enfants déchiquetés. On n'avait encore jamais vu des femmes et des enfants assassinés dans notre histoire... Là-dessus, rien dans la presse belge qui ne voit que la répression. On oublie que dans le Sud, Hutus et Tutsis se sont unis pour créer des comités de défense contre les rebelles.

Et effectivement, s'il y a eu un drame, la presse étrangère ne fait qu'aggraver les choses. Nous menons une campagne de pacification. Nous voulons que de nouveau il n'y ait ni Hutus ni Tutsis mais seulement des Burundi. Des innocents sont morts. Nous en sommes attristés. Des coupables sont morts. Pour eux nous sommes tristes.

Je veux que l'opinion belge sache. Ce sont les syndicats chré-

tiens et les autorités de la tutelle qui ont semé les divisions chez nous. Et voilà que l'on parle en Belgique de supprimer l'aide au Burundi parce que le drame préparé par les belges se produit. Ces derniers jours, nous étions prêts à nous battre contre les Belges. Mais demandez aux belges d'ici s'ils veulent partir. Ils ne veulent pas. Dans aucun pays d'Afrique, ils ne sont aussi bien tranquilles que chez nous. Nous ne voulons pas les chasser...

Bien avant l'indépendance, on voulait une certaine démocratisation basée sur les critères de la capacité. Il fallait continuer. Au lieu de cela le pouvoir tutélaire, avant de s'en aller, a réveillé le tribalisme en favorisant la création d'un parti tribal hutu. Il fallait être hutu pour y entrer. C'était préparer le drame que nous venons de vivre. Ce qu'il faut ici, c'est un parti unique qui rassemble le peuple pour réaliser un programme.

Combien de morts, Monsieur le Président ?

Impossible de chiffrer. Il y en a entre 50 ou 100 milles.

Il y a eu des excès dans la répression ?

On exagère. La population s'est défendue. Elle a créé des comités d'autodéfense pour combattre les assassins professionnels.

La répression a-t-elle atteint les Zones où les rebelles n'avaient pas attaqué ?

Des listes trouvées sur les rebelles nous ont révélé les noms d'autres coupables. C'est les listes de ceux qui acceptaient de tuer ou de verser de l'argent au mouvement. Il y a eu des excès mais très peu. Il y a toujours des bandits pour régler des comptes personnels en périodes troublées. Mais dites-vous bien qu'il y a eu plus de hutu tués par les rebelles que par la répression.

On dit que toute l'élite hutu a été anéantie ? Toute personne qui a participé au programme de génocide devait être punie. Pour tous ceux-là nous sommes impitoyables comme le monde occidental a été impitoyable pour ceux qui ont massacré les Juifs pendant la guerre. Peut-on pardonner à ceux qui ont cautionné un drame comme celui-là. Je suis catholique pratiquant, mais à ceux-là je ne puis pardonner.

Mais cette élite hutu a donc disparu ?

Je peux vous dire que tous ceux qui n'ont pas été impliqués dans le génocide n'ont pas été inquiétés. Il reste des Hutus dans l'administration. D'ailleurs tous ceux qui ont été arrêtés ne sont pas exécutés.

Et maintenant ?

Maintenant, il faut pacifier et apaiser. Nous nous y employons en envoyant une mission de sages sur les collines. Ils y vont sans arme et sans escorte et parlent aux gens. Ils sont très bien accueillis par les masses inquiètes et ils apportent la paix. Il faut que nous traversions cette crise le plus vite possible. Nous voyons mieux que jamais la nécessité d'être unis. Quand j'ai étudié l'histoire à l'école Militaire Belge, j'ai pensé que nous pourrions éviter les troubles qui ont précédé la formation des peuples européens et des guerres civiles comme la guerre d'Espagne. Je pensais que nous tirions à profit vos expériences pour éviter vos erreurs. Mais nous avons eu notre guerre civile. Une guerre, c'est toujours affreux ; une guerre civile, c'est pire encore, c'est atroce et terrible, j'ai des neveux orphelins maintenant. Et on pleure d'autant plus que toutes nos familles ont été frappées deux fois, et on pleure deux fois, pour les victimes Tutsis et pour les victimes Hutus, tellement nos familles sont mélangées. Dans une telle souffrance, il est mal de nous attaquer, au lieu de nous adresser des paroles de consolations...

Y avait-il vraiment eu une organisation secrète hutu ?

Quand je suis rentré de Belgique en 1964, j'étais le Premier Officier. Certains ici me prenaient pour un Hutu à cause de mon physique et voulaient m'entraîner dans un complot pour tuer les tutsis. Comme je ne voulais pas, disant que je ne voulais tuer aucun innocent, on a été voir comment était fait mon père et on a vu qu'il avait le nez tutsi. On ne m'a plus rien demandé mais je savais que quelque chose se préparait.

Le Président dit encore ; Pour moi, il y a deux catégories d'hommes partout : les bons et les mauvais. Des bons chez les Blancs et chez les Noirs et des mauvais chez les uns et les autres.

Et chez les petits et les grands les pauvres et les riches.

Et puis

Ceux qui sont morts, innocents ou coupables, ils ne sont plus. Il faut regarder vers l'avenir, panser les blessures... Que la presse belge nous aide au lieu de nous accabler. Un ami doit vous consoler dans vos malheurs...

ANNEXE II : LETTRE DE L'EPISCOPAT BURUNDAIS SUR LES EVENEMENTS DU BURUNDI.

Les 5 prélats comprennent deux hutu, deux tutsi et un Belge. La lettre est adressée aux Prêtres, Religieux, Religieuses, Missionnaires ou non du Burundi. Les Evêques dénoncent la fallacieuse distinction de la majorité et de la minorité introduite pour les besoins de la cause, quand la population demanda l'indépendance : « Ce serait, affirment les Evêques, poser mal le problème, si l'on se croyait en présence d'une compétition politique classique, opposant parti majoritaire au parti minoritaire. En l'occurrence: le majoritaire serait hutu et le minoritaire tutsi ».

« Il s'agit plutôt, continuent-ils, d'une machination diabolique, visant à tromper un peuple pour alimenter une haine raciale et ainsi permettre à certains d'éliminer les gêneurs. C'est pourquoi ce peuple, accablé et traumatisé par des informations démesurément et consciemment grossies, vit ici et là, dans une véritable psychose de peur soigneusement entretenue ».

« Comme d'aucuns pourraient le penser, nous ne sommes pas au service de deux peuples : un peuple hutu et un peuple tutsi. C'est bel et bien d'un peuple murundi qu'il s'agit ». Il y a même plus que l'unité nationale, c'est l'unité familiale. Cela gêne peut-être ceux qui veulent l'irréductibilité de la division entre les bahutu et les batutsi. Mais c'est la réalité : « lorsque le deuil survient chez les hutu, plusieurs tutsi perdent par le fait même, qui des cousins, qui des beaux-frères, qui des beaux-pères etc... si des bahutu vivent dans l'insécurité, les batutsi seront également peu sûrs du lendemain et vice versa ».

« Le racisme doit être condamné d'où qu'il vienne. Il serait fallacieux de vouloir condamner le racisme tutsi en alimentant celui des hutus ou vice versa. Le racisme est dans le cœur de l'homme. En effet tous ceux qui posent le problème du Burundi en terme d'exclusion de l'une ou de l'autre ethnie, favorisent le racisme consciemment ou inconsciemment. Il y en a qui, sous prétexte de défendre le petit peuple, prennent partie uniquement pour une ethnie. Le problème qui nous est posé est plutôt celui de la promotion humaine de tout homme et de tout l'honneur ».

ANNEXE III. LA PRESSE INTERNATIONALE COMMENTE LES EVENEMENTS DU BURUNDI.

— Mgr Maury commente les événements du Burundi.

Bujumbura, 7 juillet — « Le monde n° 8540 du 30 juin 1972. « Les Blancs sont mal placés pour faire la leçon aux Noirs (Déclaration de Mgr Maury à propos du Burundi) »..

Mgr Jean-Marie Maury, archevêque de Reims, a publié dans le dernier numéro de la semaine religieuse de son diocèse, un article consacré aux événements du Burundi. Le prélat, qui fut naguère nonce apostolique dans ce pays, écrit : notamment :

« Il n'appartient pas aux Blancs de faire la leçon aux Noirs, n'étant pas eux-mêmes sans péché (...).

« Ne sont-ce pas les nations chrétiennes qui ont déclenché les deux dernières guerres mondiales ? N'y avait-il pas de chrétiens parmi les tortionnaires de la Gestapo et ceux de la guerre d'Algérie dont on reparle tant aujourd'hui ?

« Peut-être avons-nous des moyens plus raffinés de tuer, mais nous tuons. Notre torture est peut-être plus scientifique, mais nous torturons. Au Japon, on considère la bombe atomique d'Hiroshima, qui a tué d'un seul coup cent mille personnes, comme une manifestation de l'occident chrétien.

« Tous ces phénomènes de violence qui se produisent de par le monde nous invitent à nous interroger. Il ne faudrait pas gratter bien profondément notre nature humaine pour y découvrir

une propension à la violence envers tous ceux qui ne pensent pas comme nous. Les Irlandais du Nord, protestants et catholiques, sont aussi des chrétiens »...

Tout à coup, des cris, des hurlements et immédiatement après un commerçant pakistanaï du village est entré en courant pour me dire de tout fermer... « Ils sont en train de tuer tout le monde : », criait-il. J'ai tout de suite fermé la porte mais j'ai eu le temps de voir à travers les fenêtres ouvertes du bar une cinquantaine de personnes armées de machettes en train de s'acharner sur les clients affolés... Dans la précipitation, j'avais oublié d'éteindre la lampe qui éclaire la pompe à essence. Alors on est venu frapper à la porte et j'ai dû ouvrir. Les tueurs étaient littéralement couverts de sang et j'ai remarqué que plusieurs parmi eux avaient le front ceint de bandelettes vertes. On nous a conduits au marché, le «soko» du village. Je portais Maguy qui s'était évanouie ; la rue et la place étaient jonchées de cadavres et il y avait des vivants, amputés, qui se traînaient en hurlant...

La mort d'un homme.

Le lendemain, un chef rebelle est arrivé en camion à Nyanza-Lac. Il avait un fusil automatique sous le bras, probablement un « Kalashnikov » pris sur un militaire tué à la frontière. Mais il n'avait pas de munitions. Un de ses hommes lui en a procuré. Alors ils ont fait venir l'agronome, un hutu qui avait refusé de les suivre. Ils lui ont attaché les mains derrière le dos et l'ont fait asseoir sur une borne en ciment qui se trouve au centre du «soko». Un rebelle s'est mis à quinze mètres environ, un genou à terre, et il a commencé à tirer. Sans toucher le malheureux qui regardait tranquillement ses frères de sang devenus ses bourreaux, sans un mot, sans une plainte.

Mais partout, heureusement, le Burundi panse ses plaies. Au propre comme au figuré. A l'hôpital de Bujumbura, on soigne des blessés. Dans les campagnes, des camions équipés de haut-parleurs ont parcouru six semaines durant les régions sinistrées pour inviter parfois des colonies entières qui vivaient cachées dans

des grottes, à reprendre une vie normale. Et partout, on cherche à comprendre...

Parce que l'hypothèse trop vite avancée par certains observateurs concernant une soudaine flambée des rivalités ethniques, ne satisfait presque plus personne aujourd'hui.

— Les tutsi des montagnes descendaient pour travailler dans les plantations des Hutu, dit Théo Reinhardt, le gérant de l'hôtel « Central ». Et il sait ce dont il parle... Pour tout le monde, Théo est tout simplement « Bangu ». Il a vécu pendant vingt-deux ans dans les régions de Nyanza-Lac et de Rumonge, il y a installé la première huilerie et la première usine de cisal. Sa femme, Antoinette, une splendide tutsi dont la haute coiffure rappelle Myriam Makeba avait épousé en premières noces un hutu. Elle se trouvait à Rumonge, lorsque les événements ont éclaté. Treize membres de sa famille y ont été tués et elle, probablement ne retrouvera plus jamais l'usage de son bras gauche.

— Pourquoi, se demande aujourd'hui Théo Reinhardt. Les hutu de la région n'avaient vraiment pas à se plaindre. Ceux qui possédaient les canots à moteur, les camions, les palmeraies, étaient des hutu. L'homme qui a essayé de tuer ma femme était un familier, à qui nous faisons confiance ; ... je ne comprends pas.

Trois éléments, une hypothèse.

J'ai vu la maison du Président Micombero. Elle est petite en briques rouges. Pas récente. Simple, longue et basse !

— Renseignez-vous, m'a dit le commandant Rwuri. Les gens qui connaissent le Président depuis toujours, vous diront que cette maison a été construite uniquement avec sa solde d'officier. Et l'Etat n'y a pas mis un franc... Or, parmi les comploteurs, il y en avait qui possédaient plus de dix maisons en ville.

D'autre part, le mouvement qui a déclenché et est à la base des événements du 29 avril disposait de sommes anormalement élevées. Ces sommes avaient été recueillies à l'intérieur du Burundi, ce qui signifie que les donateurs pouvaient se permettre pareilles

libéralités.

— Ceux qui ont reproché au gouvernement la rigueur de sa répression, et c'est l'éternel drame de l'arbre qui cache la forêt, m'ont dit des intellectuels burundi, le reconnaissent implicitement... On a parlé, dans certains journaux, « d'épuration dans les administrations »... Donc, les hutu faisaient partie de l'administration : c'est le commandant Burasékuye qui avait organisé le bal souricière au mess des officiers... Donc, il y avait des officiers supérieurs Hutu. Nos détracteurs ont parlé « d'arrestations dans les établissements d'enseignement », sans évoquer le degré d'implication de certains élèves dans le complot. Ils ont ainsi prouvé qu'ils ignorent les réalités africaines avec lesquelles nos jeunes nations sont continuellement confrontées. En Europe, il est inconcevable que des jeunes gens de 22 ans fassent encore partie du secondaire. Chez nous, ce n'est pas extraordinaire. Et il ne faut pas oublier que c'est à cet âge qu'on recrute les extrémistes. Mais de toute façon, lorsqu'ils en parlent, certains étrangers passent généralement sous silence le fait que ces établissements d'enseignement étaient ouverts aux tutsi aussi bien qu'aux hutu.

Et Mgr Martin, évêque de Bururi, explique de son côté :

— On a trop souvent et trop exagéré. Il faut comprendre la réaction des Tutsi qui se sont trouvés plongés dans une psychose d'autodéfense, se voyant voués à l'extermination. Et s'il y a eu dans la répression quelques exagérations que les autorités et l'armée ont d'ailleurs réprimées, la chose peut se comprendre...

« J'avais espéré...

Une nouvelle hypothèse s'impose ainsi d'elle-même, proche de la première et pourtant très différente : les rivalités ethniques sont, bien entendu, toujours en cause. Mais la flambée de ces rivalités, au lieu d'être spontanée, aurait été délibérément provoquée.

Inutile de préciser que le Président Micombero est intimement convaincu. Car petit à petit, l'enquête fait apparaître que le pré-

tendu « mouvement du 29 avril » vient de très loin. Le peuple du Burundi n'y a été qu'un instrument, en fin de compte. La catastrophe est arrivée comme une lame de fond, qui s'est heureusement brisée contre les récifs du Burundi, alors, qu'elle était destinée, plus que probablement, à déferler sur deux, trois pays et peut-être même davantage. Une partie de l'Afrique, bien plus grande que l'Europe, du Soudan au Mozambique aurait ainsi connu les désordres qui pourrissent les pays les plus stables et qui les font basculer vers l'un ou l'autre bloc. C'est là le piège tendu à tous les « non-alignés » et les Burundi qui viennent d'en faire les frais le réalisent mieux que quiconque.

— J'espérais que le Burundi serait épargné ; m'a dit le Président Micombero. Quand les « grands » se seront désengagés au Vietnam, ne vous en faites pas... Ils s'occuperont de nous !

Pourquoi ? Parce que le Burundi, contrairement à ce qu'on a pensé jusqu'ici et contrairement à ce qui a été écrit, possède un sous sol riche. Extrêmement riche. Pierres semi-précieuses, beryllium, titanium, bastnaezite (élément très rare utilisé dans les tubes cathodiques pour la télévision en couleurs)... Il y a huit mois, une mission de prospection a prélevé des échantillons pour déterminer la teneur en métal ou en cristaux de plusieurs minerais.

— Or, explique le Chef de l'Etat burundais, nous avons à plusieurs reprises réclamé les résultats des analyses. En vain...

Terre convoitée, le Burundi l'est donc sur plusieurs plans. Politiquement, il constitue un point de jonction entre trois Afriques. Stratégiquement, il est le cœur du continent. La carte du pays a, d'ailleurs, la forme d'un cœur, Et du point de vue économique, enfin cette terre de collines et de pasteurs n'est pas à négliger.

ANNEXE. — TEMOIGNAGES SUR LES RECENTS EVENEMENTS AU BURUNDI.

Bujumbura, 31 mai — Hier mardi 30 mai, une équipe de journalistes de l'Office des Radio Télévision Françaises (ORTF)

ainsi que le Directeur Régional de l'AFP M. Bellaigue, ont visité les régions sinistrées au Sud du pays.

Venus en reportage sur les derniers événements qui ont ensanglanté le Burundi. Ces journalistes ont eu l'occasion de s'entretenir avec les autorités tant civiles que religieuses du pays.

A cette occasion, le Chef de l'équipe des reporters de l'O.R.T.F., M. De migneux a posé quelques questions à Mgr Martin, évêque de Bururi ainsi que le Curé de la Paroisse de Matyazo.

Nous reproduisons ci-dessous les extraits de l'interview.

A la question de savoir qui était visé par le génocide, Mgr Martin a répondu qu'il faut comprendre en tout premier lieu que le programme qui a été établi par les rebelles voulait le génocide des Tutsi.

Du reste on a trouvé chez les rebelles ce programme nettement détaillé et indiquant jusqu'où devait aller le génocide des Tutsi.

— Ce génocide finalement n'a pas eu lieu ; il y a maintenant la répression et non pas un génocide des Hutu.

A la question de savoir si le mot génocide contre les Hutu serait justifié, Mgr Martin a répondu que le mot semble certainement ; très exagéré. Cependant, il faut comprendre que la réaction des Tutsi qui se sont trouvés dans une psychose de défense a poussé les Tutsi à se défendre eux-mêmes, à défendre leur famille, à défendre leur race qui étaient positivement voués à l'extermination et alors si dans la répression il y a eu quelques exagérations ; la chose peut se comprendre. La deuxième question de savoir s'il pouvait donner un chiffre exact des personnes tuées, il a dit : « Maintenant, nous ne pouvons donner aucun chiffre. Les chiffres viendront plus tard ».

A la question de savoir s'il accuse le mot génocide, l'évêque de Bururi a déclaré ce qui suit : Je pense que le terme est exagéré. A son tour, le Curé de Matyazo en a répondu à ces termes :

Mon père, je pense que vous êtes au courant de l'aventure Muleliste et des Hutus au Burundi, vous êtes le mieux placé pour nous en faire part. Parlez-nous en.

Le dimanche, j'ai dit ma messe à Bureke et il n'y avait rien d'anormal. L'Eglise était pleine. Après j'ai été à Nyanza-Lac où j'ai été arrêté par des gens armés de machettes et de quelques fusils. Ils m'ont dit qu'on ne pouvait pas passer. Alors ils m'ont laissé aller dans une maison des Européens, où je suis resté pendant quatre jours. Après, jeudi vers trois heures, ils m'ont conduit à la frontière tanzanienne. Ils sont retournés et j'ai continué à pieds jusqu'en Tanzanie.

Arrivé là, les autorités tanzaniennes m'ont pris, vacciné et conduit dans un camp militaire, d'où ils m'ont demandé si je voudrais loger à Kigoma. J'ai demandé d'aller dans une mission où je suis resté une semaine.

Il y a combien de jours que vous êtes rentré dans votre mission ?

— Trois jours.

Depuis que vous êtes rentré, avez-vous entendu parler de revanche répression ?

— Ah non. Revanche, répression, non. J'ai entendu qu'il paraît qu'il y a encore des groupes isolés de mulelistes, plutôt dans la plaine. Il paraît mais je ne sais pas au juste.

Autour de cette mission il y a des populations ?

— Oui.

On parle en Europe de génocide de Hutu et répression contre le mouvement muleliste. Cela vous semble-t-il possible, vraisemblablement ou certain ?

— Je ne pense pas, il n'y a pas eu de génocide.

Apparemment d'après ce que vous voyez dans cette région, il n'y en a pas ?

— Non.

